LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

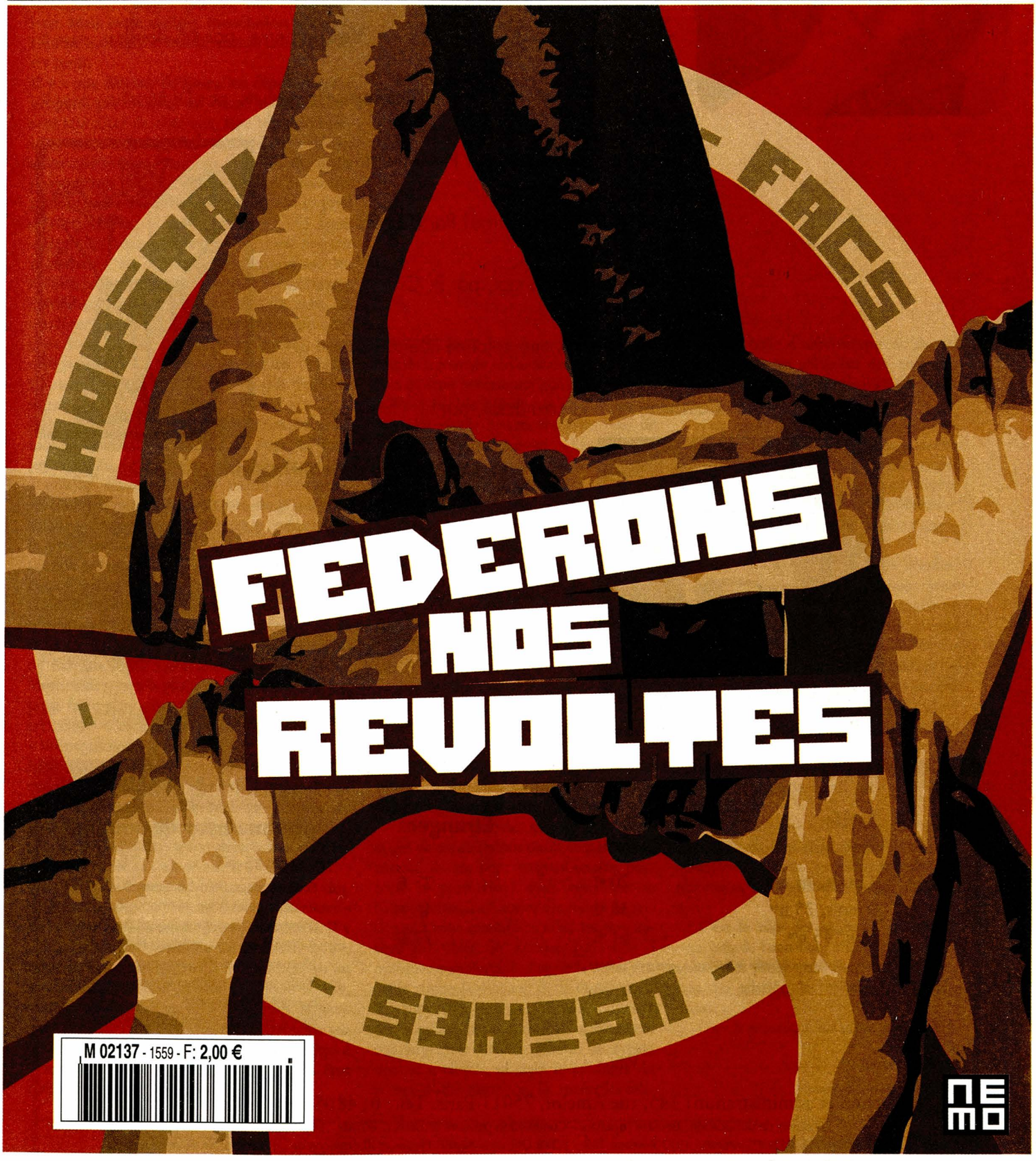
2€ ISSN 0026-9433

N° 1559
du 4 au 10 juin 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Pour qu'il y ait société... il faut qu'il y ait engrenage des libertés. »

P.-J. Proudhon



M 02137 - 1559 - F: 2,00 €

Sommaire

De **l'antiterrorisme,** par J.-M. Raynaud, *page 4*

Du rififi à **RFI,** par le Renard noir, *page 5*

Université **Vatican,** par É. Vanhecke, *page 8*

Val en berne, par Roudoudou, *page 8*

Transports gratuits, par Dr Martius, *page 9*

Contrôle et politique, par P. Mignard, *page 10*

Aristote au trou ! Par **l'1/G,** *page 11*

L'Italie en mai, par B. Cibille, *page 14*

Argentine, une colonne libertaire, *page 15*

Cannes, un bilan exhaustif, par H. Hurst, *page 17*

L'aliénation de la **prostitution,** par Yolaine, *page 19*

Notes de **lectures** par S. Moulis et F. Dibot, *page 20*

Serge Utgé-Royo sur les planches, par S. Bull, *page 21*

Les programmes de **Radio libertaire,** *page 22*

L'agenda, militant comme festif, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^os^	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^os^	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^os^	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n^os^ ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59
Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

La libération de Julien Coupat, en fin de semaine dernière, doit-elle être considérée comme un ballon d'oxygène ou comme une manœuvre de diversion? Un revers pour la ministre de l'Intérieur, certes... Mais il fallait bien que quelqu'un porte le chapeau! Les stratèges de l'Élysée ont dû, eux, manger le leur. Mais cette maigre consolation n'enlève rien au scandale d'une détention arbitraire de six mois.

Il y a une dizaine de jours, un député UMP a proposé que les gens en congé maladie puissent travailler de chez eux. Une levée de boucliers venant de la gauche comme de la droite a renvoyé le jeune homme à ses études. Mais, provocation, coup d'essai, poisson pilote ou juste histoire d'enfumer les pistes? On se perd en conjectures.

« Une CGT, vraiment fédéraliste, peut donner naissance à un ordre social reposant sur les mêmes principes si, du syndiqué au secrétaire confédéral et du syndicat à la CGT tous les syndiqués, tous les organismes accomplissent tout leur devoir, remplissent toutes leurs obligations. » Ainsi s'exprimait Pierre Besnard dans *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale* (1930).

Aujourd'hui, tout cela semble bien loin. Le monde syndical, ou ce qu'il en reste, défile à jours fixes et emboîte son pas pour les « affaires sérieuses » aux partis politiques, éternels timoniers. Dans l'entre-deux guerres, même les réformistes de l'époque concevaient le programme syndical en indépendance du monde politique...

Pour l'heure, le jogger frénétique qui tient les rênes de l'État laisse entendre qu'il apprécie beaucoup Bernard Thibault, secrétaire de la CGT. Ce qui semblait impensable il y a moins de dix ans serait donc arrivé, la centrale de Montreuil a pris la place de la CFDT. Laquelle, pour faire plus propre, avait exclu, il y a une trentaine d'années, anarchosyndicalistes et « moutons noirs » divers.

Bien sûr après la fièvre électoraliste, dans quelques semaines, les querelles internes vont faire tenir des propos antivote à bien du monde et ce n'est pas nous qui nous en plaindrons. Mais d'ici là, les aspirants aux émoluments européens s'en donnent à cœur joie.

Mais haut les fronts, d'Abidjan, Strauss-Kahn, grand manitou du FMI, déclare qu'une sortie de la crise est prévue au printemps 2010. Il y aurait un trébuchement en octobre 2009, mais tout devrait repartir, « à condition qu'on mette en place une bonne politique »! Ah, ombres chinoises que vous êtes jolies. Et pendant ce temps nos gouvernants bétonnent sur le sécuritaire. À quand les fouilles au corps à l'entrée des toilettes publiques? Y'a pas, faut être plus que vigilants, offensifs!

le 26 mai

Se laisser promener ?

L'OBJECTIF ÉTAIT manifestement atteint au soir de la journée « d'action » du 26 mai si l'on en croit le communiqué national de la CGT: « Le but n'était pas de donner un caractère visible à cette initiative mais de rechercher l'enracinement. » Un véritable petit bijou, mêlant manipulation, mauvaise foi et ridicule dans la grande tradition stalinienne!

Il est incontestable toutefois que pour ne pas être visible, cette journée ne l'a pas été!

À Rennes, comme quasiment partout en France, ce sont tout au plus 400 manifestants qui se sont promenés à l'appel pourtant de 6 syndicats (CGT, CFDT, FSU, Unsa, CFTC, CGC). Il y en avait 35 000 le 29 janvier et 40 000 le 19 mars...

IL faut dire que tout avait été fait pour que cette journée « décentralisée », sans appel à la grève, sans revendication, sans perspective aucune constitue un coup d'arrêt à la mobilisation sociale qui continue par ailleurs, avant l'enterrement de première classe programmé le samedi 13 juin.

Mais la plupart des salariés ne sont pas dupes de ces diversions pitoyables. Non seulement, ils ont pour la quasi-totalité boycotté la promenade mais ceux qui se battaient dans leur secteur ont refusé de participer à cette mascarade. Ainsi les hospitaliers du CHU de Rennes (pourtant à quelques encablures du lieu de la manif) en grève contre la décision de la direction de leur supprimer cinq jours de RTT et de virer par la même une centaine de contractuels, ont largement préféré envahir la mairie dont le « chef » est aussi le président du conseil d'administration. De même les salariés d'une boîte d'informatique de Rennes (Atos Origin) en grève sur des questions salariales se sont bien gardés d'aller « manifester » avec les « 6 ».

Cela faisait longtemps que le décalage entre le mouvement social et les appareils n'était apparu de manière aussi crue et caricaturale. Il y a ceux qui se battent contre vents et marées sur leurs revendications et les bureaucraties qui organisent une procession une fois par mois...

Alors même que les plans de licenciements continuent de se multiplier (voir Goodyear), qu'une répression insidieuse s'abat en Guadeloupe, que l'Unedic prévoit 639 000 chômeurs de plus en 2009, les travailleurs peuvent-ils longtemps encore se laisser promener de procession du samedi en pèlerinage électoral du dimanche? Même si Thibault et Chérèque, invités surprise (avec Harlem Désir) le 2 mai dernier du rassemblement de la Jeunesse ouvrière chrétienne (sic), les y invitent benoîtement...

Nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire dans *Le Monde libertaire*, malgré tous les obstacles, les diversions, les manipulations et la répression, la confrontation sociale aura lieu.

C'est le rôle des militants anarchistes organisés de contribuer à la préparer sur le terrain des idées mais aussi des pratiques avec les salariés, les chômeurs, les étudiants...

C'est la priorité. C'est notre priorité.

Fabrice
Groupe La Sociale de Rennes

Antiterrorisme et terrorisme d'État

Les deux mâchoires d'un même piège à con !

Des filatures, des planques, des écoutes… pendant une année. Des centaines de flics ahanant comme des phoques jour et nuit. La grande scène du 4 avec cagoules et fusils à pompe à l'heure du laitier. La bécasse de l'Intérieur claironnant sur tous les toits que… Les gentils chiens de la téloche jappant à qui mieux mieux. Dix dangereux terroristes sous les verrous… Une fois de plus, une fois encore, la glorieuse police antiterroriste française venait, après l'avoir traquée sans répit, de porter l'estocade à la bête immonde.

Et puis, flop! Des motifs d'inculpation ridiculantesques. Limite blagues de mômes tirant les sonnettes. Zéro preuve. Dossier vide. Et la baudruche qui se dégonfle. Les super-flics relégués au rang de vulgaires Dupont et Dupond ou de pauvres Pieds Nickelés qui se font moquer d'abondance et qui font profil bas sous les lazzis. Obligé de relâcher tous les gens de Tarnac (Julien devrait sortir ce 28 mai). La gamelle. Le râteau. Le four.

Mais est-ce pour autant à dire, à l'instar de Julien Coupat, qu' « Il y a, en effet, dans cette affaire, une dimension de comique involontaire que l'on relève trop peu. Bien plus que d'une poignée « d'anarcho-autonomes », la menace, pour ce régime, est d'être englouti dans un éclat de rire »?

Rien n'est moins sûr!

Depuis un certain 11 Septembre, un spectre hante le monde: le terrorisme. Le méchant terrorisme islamiste. Fourbe, cruel et bronzé. Et, désormais, le méchant terrorisme anarcho-autonome bien de chez nous.

Pour faire face à ce danger à nul autre pareil depuis Attila, les maîtres du Monde ont créé de toutes pièces une super-police, une super-magistrature, une super-justice et un super-arsenal réglementaire. Avec des super-moyens. Des centaines de poulets transgéniques pour traquer quelques Basques bondissants, quelques Corses patibulaires et trois zigomars ayant décidé de combattre des missiles Tomahawk avec des frondes. Plein de sous à la clef pour payer filatures, écoutes, balises Argos, peinture radioactive sous les voitures, marquages laser…

Mais depuis la guerre d'Algérie, gagnée militairement mais perdue politiquement, on sait que la force brutale s'avère insuffisante pour vaincre l'ennemi.

Aussi, le pouvoir et ses valets médiatic-toc ont mis le paquet pour conditionner le populo à la psychose terroriste, l'habituer à la présence massive de l'armée et de la police dans les lieux publics et s'attacher sa collaboration.

Bref, l'Occident chrétien démocrate, cernée par la menace terroriste, résiste héroïquement. Mais à quoi?

Les méchants Basques n'ont jamais tué personne en France sauf deux flics espagnols. Les méchants Corses n'ont zigouillé qu'un préfet en plusieurs décennies. Les méchants Rouges à la mode Action directe ont été anéantis depuis belle lurette. Et les soi-disant méchants anarcho-autonomes en sont toujours à casser quelques carreaux dans la cour de l'école maternelle. Et pendant ce temps-là, combien de morts sur les routes, combien d'accidents mortels du travail…?

On l'aura donc compris, la prétendue menace terroriste dont on nous rabat chaque jour un peu plus les oreilles n'existe pas.

Et pourtant, de plus en plus de gens sont incarcérés sous ce motif. Sans preuves. Ou pour des incivilités de troisième zone, du genre retarder des trains en niquant des caténaires. Ou, désormais, pour simplement avoir envisagé de faire, peut-être, ceci ou cela.

Alors, l'antiterrorisme se serait-il trompé d'adresse? Ses membres seraient-ils de vulgaires charlots? On peut le voir comme ça.

Reste que l'antiterrorisme n'a jamais été créé pour combattre un terrorisme qui n'existe pas. Il a été créé pour lutter contre un ennemi extérieur insignifiant et, surtout, contre un ennemi intérieur susceptible de…

À l'heure d'aujourd'hui, avec la crise, le Vieux Monde est en train de se chier sous lui. Il a peur des jacqueries. De ces révoltes de gueux qui, férocement, se mettent à brûler les châteaux.

Alors, pour se prémunir contre les Jacques, il faut trouver ou inventer un bouc émissaire. Le terrorisme résiduel de l'extérieur et de l'intérieur a le profil pour.

En clair, l'antiterrorisme s'inscrit fondamentalement dans une stratégie contre-insurrectionnelle de maîtrise et de contrôle des populations. C'est le degré ultime d'une stratégie qui commence avec les fichages de tous ordres et qui se termine par la criminalisation de tout mouvement social un peu «hot».

Face à cette machine à broyer la révolte, pour un Coupat ayant la possibilité culturelle et le courage d'en rire, combien de pauvres bougres brisés à jamais?

Alors, que faire?

En rire? Qui n'aimerait pas pouvoir en rire?

Peut-être anticiper la répression en créant des fronts du refus par rapport à certains essentiels. Du genre si tu touches à l'un d'entre nous tu, touches à nous tous et toutes. Du genre s'organiser, anticiper, se battre collectivement… Toute chose à l'opposé de déclarations flamboyantes du style « la menace pour ce régime est d'être englouti dans un éclat de rire ».

Le terrorisme d'État qui est en train de se mettre en place ici, là et ailleurs, a créé de toutes pièces une machine antiterroriste destinée à détruire toute contestation sociale.

Face à cette machine, il est clair que l'humour et le courage de l'humour sont susceptibles d'ébranler le machin.

On voudra bien, cependant, me pardonner de penser que le babillage post-situationniste a peu de chance d'aider les gueux à brûler les châteaux. Pour ce faire, le collectif et l'organisation restent incontournables.

Comprenne qui voudra!

Jean-Marc Raynaud

Premier plan social dans une entreprise publique

Démontage expérimental à RFI

Le Renard Noir

Le vendredi 22 mai 2009, la radio en était à son 11e jour de grève, et toute la semaine, la direction buvait le champagne sur la Croisette, au festival de Cannes. Pourtant, c'est à Paris que ça se passait.

Classique! La direction a prétendu qu'il y avait 3,7 % de grévistes, mais grâce à l'organisation de la grève, l'antenne est bel et bien restée lacunaire et perturbée dès le début. Les salariés se sont débrouillés pour ne pas être tous en grève en même temps, mais plutôt en grève perlée sur la longueur et sur des postes clés; et la création de la caisse de grève, qui permet aux grévistes de tenir, a recueilli une majorité de soutiens et contributions.

Quand, mardi 19 mai, les salariés ont envahi la salle des négociations avec la DRI (direction des ressources inhumaines), ils ont pu entendre ce que ceux-ci avaient à dire: rien. La consigne des chefs en goguette étant sûrement: « Ne cédez pas, ils se fatigueront avant nous. »

Les délégués de l'intersyndicale FO-CGT-SNJ ont donc posé une fois de plus, en public, les questions qu'ils posaient vainement depuis onze jours, ils ont affirmé leurs positions de base: pas de licenciements, c'est la condition *sine qua non* avant toute négociation.

Pour ces syndicats, le plan de licenciements est inique: les salariés n'ont pas à faire les frais d'un déficit financier organisé par les tutelles. Et la justification de la direction est fallacieuse: les chiffres censés démontrer de prétendus déficits d'audience ou financiers ont bien été manipulés; les expertises lancées par le comité d'entreprise, sur les comptes 2007 à 2009, l'ont confirmé.

La raison du plan social est avant tout politique: fin des services publics et reprise en main des médias par le pouvoir.

Un conflit qui dure

Tout a commencé il y a plus de cinq mois, quand la direction nouvellement arrivée a pré-

senté son *plan global de modernisation*, qui est en réalité un plan de licenciements : 206 suppressions de postes ; c'est-à-dire que 24 % des salariés, principalement dans la production, devraient quitter la radio de gré ou de force.

« Ce plan de modernisation de l'entreprise a été travaillé dans le détail avec le souci de préserver l'emploi… », déclare, sans rire, Christine Ockrent, dans le *Quotidien de Dakar* en mars 2009.

Ce plan de licenciements, qui est présenté comme un préliminaire incontournable, a pour objectif de couper les ailes de la radio internationale et de la faire maigrir, au profit financier de la télé chère à Alain de Pouzilhac, France 24, qu'il préside.

Pour ce faire, la direction veut supprimer six rédactions en langues étrangères (albanais, allemand, polonais, laotien, serbo-croate et turc), fusionner des métiers (réalisateur et technicien), et autres joyeusetés dans le seul but de virer du monde.

Depuis, les actions du personnel se succèdent : juridique, grève, assemblées générales, invasion de réunions, communiqués de presse, motions de défiance, pétitions, manifs, rendez-vous avec les parlementaires. Et la mobilisation tient, malgré la désinformation propagée par la CFDT, qui s'entend comme larrons avec les patrons ; quant à l'intersyndicale FO-CGT-SN,J elle fait ce qu'elle peut pour stopper la machine.

Depuis, la direction essaie de passer en force, en faisant comme si de rien n'était.

C'est la loi !

Christine Ockrent (épouse du ministre des Affaires étrangères) et Alain de Pouzilhac (qui était déjà président de France 24) ont été nommés à la direction de RFI et de la holding Audiovisuel extérieur de la France (AEF), en juin 2008, par fait du prince. RFI était déjà, de ce point de vue, en avance sur le reste de l'audiovisuel public, puisque la nouvelle loi sur l'audiovisuel n'avait pas encore entériné les nominations autocratiques.

La loi a été votée le 5 mars dernier, et si on a beaucoup parlé alors de la télévision publique, ses effets sur RFI ont été occultés. Or ,la loi regroupe officiellement dans l'AEF trois entités : RFI et France 24 deviennent ses filiales, et TV5-Monde, partenaire.

Et ce regroupement change tout pour RFI, parce qu'il donne tout pouvoir à l'AEF pour décider les budgets et distribuer la manne financière aux filiales.

Alors, avec une direction commune, le système des vases communicants fonctionne avec souplesse : le financement de la radio (trente ans d'existence, mille salariés et une expertise reconnue) pourra se diriger vers France 24 (trois ans d'existence, 450 salariés, diffusée dans les hôtels africains de luxe), la télé internationale *low-cost* lancée le 6 septembre 2006 et confiée à Pouzilhac, qui veut concurrencer CNN sans en avoir les moyens.

Une bataille gagnée

Lundi 11 mai, le tribunal de grande instance de Paris donnait raison, en appel, au comité d'entreprise.

Le CE, qui demandait à la direction depuis des semaines des informations sur les conséquences de la loi audiovisuelle et de l'intégration de RFI dans l'AEF sans jamais les obtenir, avait été débouté en première instance. Mais en appel, un autre juge a reconnu la légitimité de la demande.

En conséquence, le plan social a été suspendu et injonction a été faite à la direction de communiquer les informations concernant la clé de répartition des financements au sein de la holding, et le Contrat d'objectifs et de moyens (COM), qui détermine la stratégie sur cinq ans (2009-2014), et sera communiqué fin mai.

Depuis, la direction, mauvaise joueuse, affirme que le plan n'est pas remis en cause et qu'il sera appliqué de toutes les façons ; le CE sera simplement mis au courant de l'avancement des négociations du COM.

Un plan politiquement mûri

Pendant ce temps-là, l'AESPA – Association des employeurs de l'audiovisuel public – signataire des conventions collectives, en profitait pour se dissoudre, entraînant la suppression, à un an d'échéance, de ces fameuses conventions collectives qui bloquent les dirigeants : elles entraînent avec elles dans l'abîme l'avancement à l'ancienneté, et non au mérite, comme le prône l'État ultra-libéral ainsi que des garanties supplémentaires aux salariés et les indemnités en cas de licenciements. Quelle coïncidence !

Casser les conventions collectives ? Il y a longtemps que l'État en rêvait. En septembre 2007, le rapport Benhamou-Lévitte sur l'audiovisuel extérieur pointait déjà les conventions comme un verrou à faire sauter.

Les salariés de RFI ont affaire à forte partie. En face d'eux : « l'État, actionnaire unique », comme l'a dit Christophe Tardieu, adjoint au cabinet d'Albanel, oui, celui-là même qui a fait licencier le webmaster de TF1, en transmettant son mail critique sur la loi Hadopi à la direction de la chaîne ! Il « soutient les dirigeants qu'il a nommés », et leur fait confiance pour que les plans de licenciements ne fassent pas de vagues.

Oui, pendant que Sarko fait sa com' en protestant, pour la façade, contre les licenciements du privé, l'État licencie.

Pour l'État sarkozyste, le public doit fonctionner comme le privé, et les médias sont des instruments au service de Sa communication ; et puis la radio, c'est vieux, c'est ringard, et ça va finir par disparaître au profit de la télévision et du téléphone.

Et quand l'État impose, les auditeurs subissent : on coupe sans prévenir les ondes moyennes en chinois vers les communautés chinoises de Paris et les diffusions hertziennes en Chine ; les Chinois iront sur Internet. C'est

sûr, quand RFI sera une « music'n'news », peu de risque de censure!

Et *quid* du service public? Un service public qui a pour mission de parler à un auditeur isolé au bout du monde? Quand son village sera relié au réseau et qu'il en aura les moyens, l'auditeur écoutera RFI, en payant, sur son téléphone portable ou sur Internet.

Qu'en pensent les 45 millions d'auditeurs de RFI dans le monde entier?

Une vision datée

Au moment où le système économique que nous subissons est visiblement en bout de course, au moment où les salariés n'arrivent plus à supporter la pression qu'on leur a fait subir et qu'on les jette comme des mouchoirs, ses dirigeants veulent encore imposer leur vision du monde. Pour conserver les pouvoirs et avantages que leur procure l'organisation idéologique et financière actuelle, ils refusent de regarder la réalité en face.

Or, que ce soit sous l'angle de la gestion des compétences et du personnel, ou de l'avenir de la radio et des médias, la vision qu'impose à toute force la direction de l'AEF est non seulement nuisible, mais ringarde et datée.

Le contenu éditorial? Tous les désespoirs sont permis! On constate que parmi les rédactions, seule, l'Afrique (fief de la CFDT) semble épargnée par les licenciements: veulent-ils une radio strictement tournée vers l'Afrique? Alors voici le retour de la Françafrique dans ses plus grandes heures.

Au lancement, le 19 mai, de la nouvelle grille de France 24, la reine Christine nous livrait ses objectifs dans le Point.fr; davantage de *people* et de *breaking news*: « Nous considérons qu'une actualité forte mérite de casser la grille dans les trois langues (anglais, français et arabe *ndlr.*) [...] Cela pose parfois problème: le jour de la mort d'Alain Bashung, par exemple. C'était bien sûr la une du journal francophone. Mais les « Anglo » ne savaient même pas qui il était... Nous l'avons quand même traité en troisième ou quatrième titre dans nos journaux anglophones. Le même jour, Liam Neeson perd son épouse qui était aussi la fille de Vanessa Redgrave. Pour les « anglo », c'est l'ouverture du journal. Les francophones ne savaient pas qui elle était... Nous essayons le plus possible de fonctionner sans ligne de démarcation nationale. » Nous voilà rassurés.

Depuis la nouvelle grille de RFI, lancée par la direction le 19 janvier dernier, les auditeurs se plaignent des répétitions: pourquoi un même magazine est-il diffusé trois fois dans une demi-journée? Parce que l'objectif, chers auditeurs, n'est pas de plaire aux cultivateurs qui partent aux champs le transistor sous le bras, mais aux « décideurs », qui n'écoutent pas la radio plus de vingt minutes d'affilée, dans leur voiture.

Et puis « l'antenne de RFI est trop anxiogène », disait Ockrent à son arrivée, « on y parle tout le temps de ce qui ne va pas et pas de ce qui va bien ». On vous le dit: léger, people, interactif, voilà ce qu'il faut.

Gestion des ressources inhumaines et gaspillage de compétences

Le « plan global de modernisation » de RFI est un modèle du genre. Les savoir-faire, l'expertise des salariés dans des domaines très pointus, dans des langues du monde entier, à la croisée des cultures, n'y sont pas mentionnés. Il faut au contraire, dans le monde de Pouzilhac et Ockrent, des salariés multifonction flexibles et interchangeables.

Mais à France 24, où ils ont pu appliquer leur doctrine, les salariés, jeunes et enthousiastes, font des semaines de cinquante heures sous pression et tombent malades les uns après les autres, risquant alors d'être licenciés.

À France 24, la direction propose aux correspondants étrangers des contrats de collaboration en tant qu'entreprise et non plus en tant que journaliste.

Le but? Ne plus payer de charges sociales sur des salaires et les mettre en concurrence, pour être servi à moindre coût.

Les conséquences pour les correspondants? La perte du statut de journaliste et de son indépendance, la perte de la protection sociale, le désengagement de la responsabilité de l'employeur dans le travail du journaliste, la marchandisation de la relation.

Et pour finir, Ockrent a annoncé en comité d'entreprise, à France 24 début mai, qu'il n'était pas à l'ordre du jour d'accueillir à France 24 des salariés chassés par le plan de RFI. Ouf!

Être moderne, c'est vendre de l'info

L'État fait commerce de l'information, propagande incluse. Dans les ministères, certains rêvent sûrement d'une post-ORTF, gérée comme une usine, avec des sous-traitants et un gros service commercial.

En terme de projet, cela s'inscrit dans la même dynamique déplorable que les processus d'ouverture des frontières aux marchandises et de fermeture aux humains, ou encore d'« immigration choisie »: les canaux qui restent ouverts vers l'extérieur sont ceux qui rapportent.

Et de façon concomitante, sous couvert de crise, les droits des travailleurs, ici et ailleurs, reculent, les médias n'y font pas exception. Alors, de quel *plan de modernisation* parle-t-on?

À l'éditorial, rien de neuf, on nous ressert les mêmes plats à la sauce refroidie dont on sait qu'ils ne risqueront pas d'élever le niveau de conscience sociale et politique des auditeurs.

À la diffusion, on coupe des fréquences, des moyens de diffusion gratuits au profit de la diffusion payante, et c'est une vision discriminatoire de l'auditoire qui se met en place.

Quant aux conditions de travail, l'État et ses valets voudraient que l'on retourne si possible avant 36 (congés payés, délégués du personnel, conventions collectives), ou encore mieux, avant 1884 et la naissance du droit de grève!

Mais pour l'instant, les journalistes, réalisateurs, documentalistes, techniciens, employés de RFI se battent; et ils ne lâcheront pas facilement, parce que leur vision de la radio est à l'opposé de ce qu'on leur impose. Ils veulent une radio ouverte sur le monde, riche de toutes les cultures qui s'y frottent, une vraie radio de service public qui dit ce que les autres ne disent pas, à tout le monde, sans discrimination aucune. **L. R. N.**

En savoir plus: rfiriposte.wordpress.com

Gloria In Excelsis Deo

5,99 euros, en stock...

Il nous manquait plus que ça! Et depuis des semaines et des semaines que les étudiants se mobilisent, entre autre, contre l'autonomie des universités, voilà une nouvelle qui, à défaut de mettre le feu aux poudres de part sa discrétion, nous fait froid dans le dos.

Je préfère personnellement la lecture du *Monde Libertaire* à celle du *Journal Officiel* mais l'édition du 19 avril 2009 (du *Journal Officiel*), pour aussi peu roborative qu'elle soit, nous en apprend une bien bonne.

Il s'agit d'un décret de la République française donc, signé en particulier par Bernard Kouchner (on ne le présente plus!), portant sur la reconnaissance mutuelle des grades et des diplômes dans l'enseignement supérieur. Reconnaissance mutuelle implique de ce fait un deuxième brigand. Et je vous le donne en mille il s'agit du Saint-Siège (vous pouvez vous asseoir dessus), ci-après dénommé Vatican.

En clair, le gouvernement et le chef de l'État français autorisent le Vatican à définir et délivrer des diplômes universitaires catholiques qui bénéficieront de l'équivalence automatique avec les titres français et à désigner sur le territoire français des établissements d'enseignement supérieur qui délivreront ces diplômes. Il est bien clair que maîtriser le contenu de la formation des professeurs du privé entre dans une volonté de reconquête de son audience perdue.

Jusqu'à présent, le privé sous contrat scolarise 17% des effectifs et quand l'on sait que 90% de l'enseignement non public est contrôlé par les catholiques, on est pas bien loin de chiffres déjà ahurissants. Faut croire qu'ils n'en n'ont pas assez.

Dans le « Statut de l'enseignement catholique » (1992), les curaillons précisent que pour eux «l'Église catholique est lieu d'évangélisation, d'action pastorale, non par le moyen d'activités complémentaires, parallèles ou parascolaires, mais par la nature même de son action directement orientée à l'éducation de la personnalité chrétienne». On ne saurait être plus clair.

Mépris du principe de la liberté de conscience des élèves et des enseignants, remise en cause directe de la maîtrise de l'État de l'attribution des diplômes nationaux [1], c'est bien d'une attaque frontale de la laïcité dont il s'agit.

Autre aspect de cette décision officielle, c'est désormais la porte ouverte à toutes les aventures religieuses. Si le décret ne concerne que des relations entre États – eh oui! le Saint-Siège (percé) en est un –, on peut imaginer que n'importe quel clergé puisse s'emparer de la nouvelle situation et en remettre une louche. Islamistes, protestants, juifs (pitié au sens religieux!), ou adorateurs de l'oignon auront beau jeu de se radiner en rangs serrés pour affirmer officiellement que le monde s'est créé en sept jours. Le créationnisme a un véritable boulevard devant lui. Darwin, réveille-toi, Lyssenko est ressuscité des morts.

Allez Kouchner, *one more step*! Et tu vas gagner ta place au paradis des crapules. Ça manque à ton CV et c'est bon pour ta carrière. Le jour du Jugement dernier tu seras hors catégorie. Pauvre con!

Émile Vanhecke

1. On pourra toujours discuter de l'existence, de la pertinence ou de la légitimité des diplômes en général, mais ce n'est pas en l'occurrence le problème immédiat.

Val tu vaux plus rien

Et tout le monde chantait dans la rue :
« Mon cul, mon cul, mon cul, mon cul »
Un magistrat soulevant sa robe
Alla jusqu'à crier : « Mon zob ! »
Comme c'est lui qui nous a jugés,
On a tous été acquittés.

Font et Val, quand c'était bien.

Eh oui, moi aussi j'ai été un jeune con. Moi aussi j'ai passé des soirées dans les MJC pour écouter Font et Val mettre leur cul à la fenêtre en attendant des jours meilleurs, à voler leurs 33 tours illustrés par Cabu et à se tordre les boyaux de rigolade.

Et puis, *Charlie-hebdo* et puis, *la Gueule Ouverte* et puis oser entrer à la librairie du *Monde libertaire*. Tout ça. Et puis la semaine dernière, cerise sur le gâteau qui devenait au fil des mois de plus en plus rance, voilà Philippe Val qu'on aimait bien, qui va rentrer à la direction de *France Inter*.

Que l'État ait besoin d'une radio, pourquoi pas. Qu'il essaie de respecter l'indépendance des journalistes tout en maintenant un mec à lui pour diriger, on peut le comprendre même si on n'approuve pas à cent pour cent.

Mais sur ce coup-là les limites à l'ignoble sont franchies. Voilà un saltimbanque devenu directeur de journal qu'il contribue à affadir, qu'il dirige, qui vire le dessinateur le plus provocateur alors que la provocation était le moteur de *Charlie-hebdo*, qui va devenir responsable de cette même radio de service public sans trop savoir ce qu'il va y faire. Les Daniel Mermet et autres Stéphane Guillon ont intérêt à serrer les miches.

Bon finie la rigolade, de compromis en compromissions, les Charb, Cavanna et autres Onc' Bernard (chroniqueur à *France Inter* sous le nom de Bernard Maris) s'ils ont avalé des couleuvres vont peut-être retrouver la niaque et le lustre d'antan.

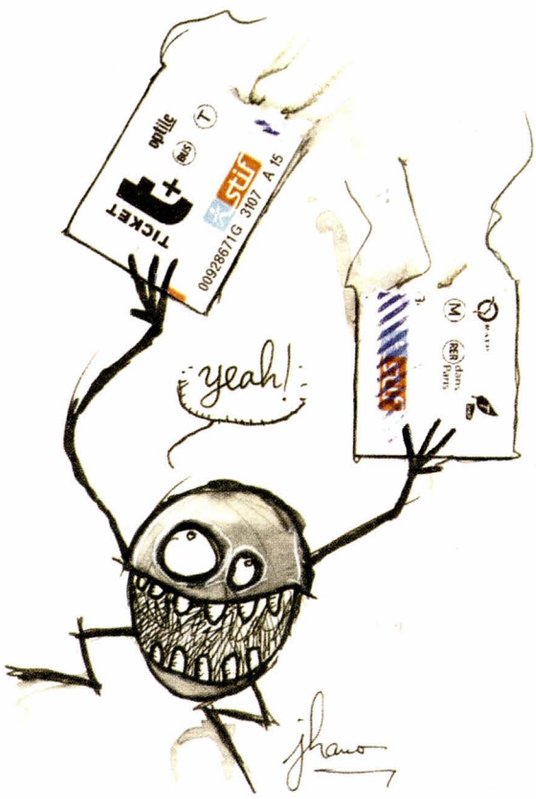
En attendant méfiance. Val est perdu pour la cause.

Qu'il crève comme le disait Choron.

Roudoudou

Transports publics libres

Services publics, gratuité et mutuelles d'entraide



Face au modèle marchand du « client » présenté comme seul valable, avec juste à la marge des aides aux plus pauvres (dans la définition administrative de titulaire de minima sociaux), il faut revenir à une conception sociale des services publics. Pour nous, leur principe est de garantir l'accès égalitaire des membres d'une société aux biens et services qu'on juge essentiels ou simplement utiles (selon le degré de socialisation). Quelle mesure, si ce n'est la gratuité pour l'usager, permet mieux de garantir un accès libre et égalitaire ?

D'autant que la justification des transports payants n'est pas économique. Si l'on compare les ressources tirées du billet (entre 10 % et 30 % du budget des systèmes de transports urbains, périurbains ou régionaux) avec les coûts directs (production des billets, matériel d'accès et de contrôle toujours plus technologiques avec les cartes à puce, matériels de surveillance, campagnes d'affichage contre la fraude, etc.) et les coûts indirects (pollution, santé publique, accidents dus à la congestion automobile des villes, coût de la violence et des dégradations liées ou aggravées par les situations de contrôle, etc.), on s'aperçoit que les transports gratuits ne coûteraient pas plus chers à la collectivité que les transports payants. De plus, ils inciteraient à utiliser les ressources sociales à la satisfaction des vrais besoins et non à la marchandisation des transports et de leurs espaces (publicité, commercialisation des emprises, etc.).

En réalité, les transports payants servent à justifier une multitude de polices dans ces espaces publics : police des étrangers, des chômeurs, des jeunes, des sans-abris, des militants (anti-pub notamment), vidéo-surveillance généralisée, etc., renforçant la criminalisation de la misère et de la précarité, et l'apartheid social (car les transports sont organisés de manière inégalitaire : voyez la différence entre les lignes 1 et 13 du métro parisien). Les transports gratuits ouvriraient en revanche un champ de liberté, d'égalité et de solidarité.

Sur un plan de production-consommation, les transports gratuits favorisent le transfert massif de la voiture vers les transports en commun, moins énergivores et moins polluants à l'échelle collective, avec des implications en matière d'environnement et de santé publique (congestion des centres villes et pollutions associées) ou d'aménagement urbain (c'est la ville qu'il faut repenser en fonction de l'usage régulier et intensif des transports publics). C'est un instrument pour renverser le modèle suicidaire de la croissance capitaliste.

Au-delà encore, la gratuité limitée aux seuls « assistés » entretient la séparation entre ceux qui ont un « travail » et les autres. On fait donc perdurer la valeur travail comme seul gage d'intégration sociale (sauf entre exploiteurs !), alors que les critiques du travail font aussi leur chemin.

Certaines de ces vertus de la gratuité pour tous peuvent d'ailleurs être constatées depuis plusieurs années, à Châteauroux ou Argenton-sur-Creuse (Indre), à Vitré (Ille-et-Vilaine), à Compiègne (Oise), à Hasselt ou Mons (Belgique), notamment. C'est possible !

Mais pendant ce temps, la répression s'abat sur les personnes pauvres et/ou revendicatives. Dans les transports en commun, ce sont les lois LSQ de 2001 (Jospin), LSI de 2003 (Sarkozy) et Perben I et II de 2002 et 2004. Résultat : jusqu'à 7 500 euros d'amende et jusqu'à six mois de prison pour le sans-ticket qui a plus de 10 amendes impayées sur une période de douze mois. Et ces lois sont vraiment appliquées : plusieurs dizaines de milliers de dépôts de plainte par les transporteurs, plusieurs milliers de jugements, dont grosso modo un tiers de prison ferme, un de prison avec sursis et un de simple amende.

Face à cela, l'action individuelle est limitée ; seuls des outils collectifs et solidaires ouvrent une perspective concrète et efficace. Depuis quelques années, se sont donc créées à Paris et en banlieue, des mutuelles d'entraide (comme chez nos voisins scandinaves : Helsinki, Stockholm ou Göteborg). Le principe consiste à cotiser entre 5 et 10 euros par mois à la mutuelle, qui prend ensuite en charge le remboursement des amendes auxquelles on n'a pas pu échapper (après avoir vérifié les moyens de la contester). On échappe ainsi aux abonnements, en se donnant les moyens concrets de boycotter la politique des transporteurs avec leurs cartes à puces qui nous fliquent partout. C'est simple et ça marche. Il suffit d'être un groupe d'amis, salariés, étudiants, chômeurs pour en créer une.

Alors, tant que les transports ne seront pas gratuits, ne les payons pas !

Dr Martius

Outre les articles dans le *Monde libertaire*, différents textes approfondissent la question des transports gratuits pour tous :

– *Le Libre-Accès* du Collectif des Sans Tickets, de Belgique, 2000.

– *Textes sur la gratuité* du Collectif Fraude de mieux, éd. Reflex, 2000.

– *Zéro euro zéro fraude, transports gratuits pour toutes et tous*, éd. du Monde libertaire et Alternative libertaire, 2002.

– Article « Transports publics et gratuité : d'une évidence mal partagée à une revendication de rupture », de Martial Lepic, dans Réfractions n° 15, hiver 2005. Site : www.refractions.plusloin.org

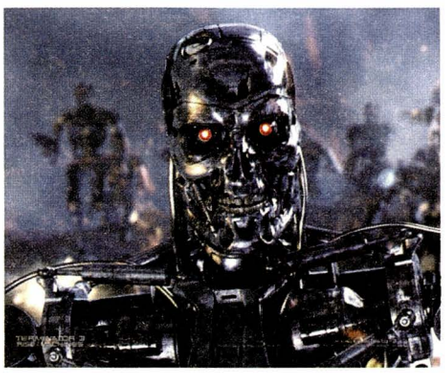
Pour une réflexion complémentaire sur la gratuité, lire l'essai *Pour la gratuité* de Jean-Louis Sagot-Duvauroux, (Desclée De Brouwer, 1995, augmenté et revu en 2006 aux éd. de l'Éclat), aujourd'hui gratuitement diffusé via le site des éditions de l'Éclat ou celui de Périphéries.

Pour agir en Île-de-France : Collectif RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Mèl : gratuit@samizdat.net

Site : metro.samizdat.net

Pour en discuter, le Groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste vous invite à une réunion publique, vendredi 12 juin à 19h30, à La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris, métro Blanche ou Abbesses.



Billet s'il vous plaît !

Pour une économie politique du « contrôle »

Cette simple phrase n'en dit pas beaucoup sur ce qu'elle signifie concrètement et, sous une apparente évidence, recèle un sens caché.

Signifie-t-elle une méfiance au regard de l'usager ou du client? Quel est le sens du contrôle?

Il n'est bien entendu pas question ici de jeter l'anathème sur une profession et encore moins sur celles et ceux qui l'exercent, les contrôleurs, mais de comprendre le sens de cette fonction car, au travers de son existence, c'est toute la réalité du rapport marchand qui s'exprime.

La marchandise

Prenons un exemple simple: un voyageur veut prendre le train pour rentrer chez lui. Il n'a pas l'argent du billet et se présente au contrôleur avant le départ en lui expliquant son cas. Refus de celui-ci de le laisser monter. Le voyageur explique clairement qu'« il y a des places libres, que le train va partir avec ces places vides et que si l'une d'entre elles est occupée par lui, ça n'aura aucune incidence sur la compagnie de chemin de fer ». Nouveau refus du contrôleur malgré ces explications lumineuses.

Question: qui a raison du voyageur ou du contrôleur?

Tous les deux ont raison... Le problème c'est que les raisons de l'un et de l'autre ne se fondent pas sur les mêmes principes.

Pour le contrôleur: on ne peut prendre le train que si l'on a payé sa place. Ce qui prime c'est l'acte d'échange d'un titre de transport contre de l'argent.

Pour le voyageur: l'important est la possibilité de voyager. Ce qui prime c'est l'usage que l'on fait du train.

Que veut démontrer cet exemple? Une chose très simple, que nous vivons tous les jours et qui nous semble être l'évidence: même si un bien existe, socialement son existence est la condition nécessaire mais pas suffisante pour satisfaire son besoin.

Dit plus trivialement: on peut mourir de faim au milieu de l'abondance. Dit comme cela, ça peut paraître étrange et scandaleux... Pourtant c'est le fondement même de notre société. Ce bien ou service qui existe, et dont on ne peut disposer que si on l'achète, c'est une marchandise.

Le contrôle marchand

Liberté et marchandise ne font pas bon ménage, à moins de soumettre l'une aux exigences de l'autre.

Le règne de la marchandise est fondé sur le mythe de la Liberté, une certaine conception de la Liberté: liberté d'entreprendre, liberté de production, liberté de circuler, liberté de commercer, la seule véritable restriction concerne la liberté de consommer. En effet, consommer, c'est-à-dire satisfaire ses besoins, est soumis à l'acte d'achat, à la solvabilité de celle ou celui qui désire l'objet qui satisfera ses besoins.

Logique, dira-t-on? Oui, si l'on se place dans la logique du système marchand.

L'argumentation de ceux qui défendent ce système ne manque pas de poids: en effet, expliquent-ils, « produire entraîne un coût et ce n'est qu'à la condition de pouvoir récupérer ce coût, augmenté d'une "valeur incitative", que le producteur produira. Dans le cas contraire, pas de production ».

L'argument paraît imparable et le contrôle n'est que la garantie sociale de la possibilité de récupérer cette valeur.

Pourtant une pièce manque dans ce brillant raisonnement: les conditions de la production. En effet la solvabilité du consommateur est directement liée à ces conditions. Détenir les moyens de payer, d'acheter, s'acquière par le statut social, et de manière générale, dans notre société par le salariat. Or, le salariat, le rapport salarial, détermine la place, le statut social de l'individu, autrement dit, lui donne – ou lui refuse – les moyens de l'acquisition des valeurs produites, en fonction uniquement de son utilité dans le système, utilité déterminée par le système lui-même, suivant des lois, des principes qui ne tiennent aucun compte du besoin qu'a tout individu d'assurer sa subsistance ; l'étude de marché par exemple ne prend en compte que la demande potentielle solvable, la demande non solvable n'ayant – « marchandement » parlant – pas de sens.

Le contrôle n'est donc pas uniquement un contrôle économique mais aussi un contrôle social qui sanctionne le statut social du contrôlé.

Tricherie et contrôle social

En fait, la question du contrôle n'est, évidemment, jamais posée en ces termes mais généralement en terme de lutte contre la tricherie.

Qu'est-ce que la tricherie? C'est le fait d'éviter, de se soustraire volontairement au paiement.

À partir de cette définition, s'élabore tout un discours moral fustigeant et culpabilisant le tricheur accusé de vivre au dépens des autres... Ce qui formellement, dans la logique du système marchand, n'est pas faux. Le contrôle sanctionne ainsi l'attitude asociale du tricheur mais il masque le principe antisocial du système qui le fonde... car s'il est exact qu'il puisse y avoir véritablement et volontairement tricherie, il n'en demeure pas moins que ce qui détermine les « marges de sécurité de l'acte de vente », garanties par le contrôle, autrement dit la réalisation de la valeur de la marchandise, ce n'est pas la tricherie, mais le rapport social dans lequel se situe l'individu qui lui donne sa place dans la société.

Globalement, si tout le monde pouvait satisfaire ses besoins, le problème de la tricherie se poserait en terme, uniquement, d'éthique sociale, à traiter sur un autre plan que la tricherie d'aujourd'hui dans le rapport marchand.

Aujourd'hui, la non solvabilité ne pose pas un problème économique, à court terme, de vente de la production... les circuits commerciaux permettant d'écouler la marchandise sur de vastes marchés, mais pose un problème beaucoup plus grave et directement social: l'impossibilité de satisfaire des besoins, parfois élémentaires, d'une partie de la population. Cette situation incite, entraîne logiquement la transgression du rapport social par ce qu'il est courant d'appeler la tricherie. Le problème est avant tout éthique – la nature du rapport social – avant d'être économique. Pour le résoudre, il faut dépasser le rapport marchand générateur de ces inégalités, et on règle par là-même le problème économique.

Le contrôle est donc bien fondamentalement un contrôle social, et confirme, comme s'il en était encore besoin, que l'économique et le social sont parfaitement indissociables.

Patrick Mignard
endehors.org

Sciences mystifiées

En finir avec l'alchimie et Aristote

L'1/g

« Mais ta noire science, Élephax, est muette.
Dans nos cerveaux grossiers tout n'est que rudiments;
Sur la terre marâtre où le mal est en fête,
Nous rampons, ignorants et pareils à la bête.
Ne peut-on voir au loin et devancer les temps ? »
Louise Michel, (*L'Alchimiste*)

COMPARATIVEMENT À LA CHIMIE, associée aux dangers de pollution, d'explosion et autres intoxications, l'alchimie a conservé une connotation positive dans la littérature, voire dans les préjugés du *vulgum pecus*. Ainsi, tel poète file la métaphore alchimique pour exalter une relation amoureuse particulièrement intense. Tel journaliste en use pour célébrer des relations professionnelles réussies, telles que celles qui se développent éventuellement dans un groupe de travail efficace. Le recensement du dernier film de Daniel Mermet nous présente *L'alchimie magique de Chomsky et Compagnie* comme « la rencontre d'un des plus grands intellectuels vivants et de ses compagnons de pensée avec le dernier trublion du paysage radiophonique hexagonal ». Et que dire de ce puissant penseur sévissant à la revue *Réfractions* qui, après nous avoir gratifié d'un jugement faux sur une époque révolue reprenant à son compte la conception calviniste de la science, prête à Archinov des révélations alchimiques secrètes [1] ?

Difficile d'évoquer l'alchimie sans rappeler un de ses derniers et plus célèbre praticiens : Newton. Celui-ci, puritain par éducation, jurait devant l'église anglicane par nécessité seulement, car il ne la considérait que comme un succédané du « papisme ». En secret, il s'adonnait au culte de Vesta et à l'alchimie, en quête des vérités sacrées, persuadé que les catholiques et bien d'autres avaient corrompu le message de leur dieu. Comme bien des protestants, il pensait être l'élu du dieu des chrétiens, celui à qui ce dernier révélerait les secrets de la nature en lui confiant la tâche de les faire connaître. Il fut très influencé par la lecture des préceptes calvinistes dans laquelle il puisa sa vocation de savant : « La droite voie de chercher Dieu est de contempler [sa majesté] en ses œuvres par lesquelles il se rend prochain et familier à nous. » « Ceux qui sont entendus et experts en science [...] sont avancés pour comprendre de plus près les secrets de Dieu. [...] Pour sonder les mouvements des astres, leur assigner leurs sièges,

mesurer les distances, noter leurs propriétés, il est besoin d'avoir art et industrie plus exquise qu'on ne trouvera au commun populaire quand il sera question de bien comprendre par le menu la providence de Dieu. »[2]

Un de ses contemporains non moins illustre, Robert Boyle, réunit pendant une courte période un « collège invisible » secret, groupant « les meilleurs esprits d'Angleterre » et visant à créer « un empire protestant fondé sur la science qui prendra le catholicisme à revers »[3]. Le « collège invisible » devint la Royal Society of London le 18 novembre 1660, prélude à ce qui fut, quelques décennies plus tard, une sorte d'antichambre des premières loges maçonniques anglaises. Boyle et ses acolytes croyaient fermement que les pauvres méritaient leur condition à cause de leur supposée oisiveté, et que la société ne devait pas se préoccuper de la charité. Les riches en revanche étaient manifestement touchés par la grâce divine. Newton croyait si fort en sa destinée et se sentait si investi de sa mission divine qu'il ne supportait pas la rivalité, en particulier celle qui l'opposait à R. Hooke, un autre brillant physicien de cette époque et de cette société, et nourrissait une obsession paranoïaque de la paternité des idées scientifiques : il gardait longtemps secrètes ses idées de peur que d'autres en attribuent le mérite aux travaux de ses contemporains, dont il s'évertuait lui aussi à dissimuler le plagiat qu'il en faisait à certaines occasions. Ainsi, la fameuse légende de la pomme tombant de l'arbre, vers 1665, fut inventée quarante ans plus tard, après la mort de Hooke. En fait, l'idée de la gravitation était dans l'air du temps. La non moins fameuse phrase au cours de laquelle il avouait en toute fausse modestie que sa réussite devait surtout au fait qu'il était « perché sur les épaules de géants »[4] s'avère en réalité une réplique cinglante et mordante à son ennemi Hooke qui, de faible constitution et physiquement mal conformé depuis sa naissance, avait tout sauf les apparences d'un géant[5]. Leurs relations furent toujours pénibles. Les physiciens considèrent Newton comme le père fondateur de leur discipline et ignorent souvent sa véritable personnalité, et surtout ses croyances et pratiques d'alchimiste : « Ôtez le mouvement qui vient des principes actifs, il en restera fort peu dans la nature : sans ces principes, le globe de la Terre, les planètes, les comètes, le Soleil ne seraient que des masses inactives, froides et glacées ; il n'y aurait plus ni destruction, ni génération, ni végétation, ni vie sur la Terre ; et les planètes et les comètes ne resteraient point dans leurs orbes. »[6]

Il faut savoir qu'un demi-siècle avant notre ère, deux théories de la matière alimentaient les débats des penseurs grecs : la théorie atomique, de Démocrite (vers -460 à -360), Épicure (vers -341 à -270) puis Lucrèce (vers -98 à -55, *De natura rerum*, -70), et la théorie des éléments, de Thalès (vers -650), Anaximène (vers -610 à -545), Héraclite (vers -500), Empédocle (vers -485 à -425), mais surtout Aristote (vers -384 à -322) qui en proposa la conception cyclique (eau, air, feu, terre), associée au cycle de leurs propriétés communes (humide, chaud, sec, froid). La première théorie (-430) considérait que la matière est constituée de grains insécables, les atomes, se mouvant et s'accrochant au hasard dans le vide sans intervention divine, et que rien ne se fait de rien ni qu'aucune chose ne peut jamais être réduite à rien. La seconde théorie considérait qu'une matière fondamentale amorphe unique devient matière sensible et prend forme en acquérant des qualités au nombre de quatre associées par couple, que la matière fondamentale est immuable et divisible à l'infini, que les éléments se transforment les uns dans les autres en changeant de qualités et de forme, que l'univers est plein et sans vide, et qu'un moteur primordial parfait anime le monde. Comme la première restait sans lien avec les phénomènes matériels, à l'état de philosophie pure en quelque sorte, elle ne fit aucun progrès pendant près de vingt-cinq siècles. L'absence de contact avec l'expérience la rendit stérile. La seconde, qui absolvait également les dieux mais attribuait néanmoins une « âme », potentiellement volatile, à toutes les « formes de la matière », connut un destin plus fécond car Alexandre le Grand (vers -356 à -323), élève d'Aristote, envahit l'Égypte vers -330, où les Ptolémée encouragèrent le développement des sciences. C'est la rencontre de cette philosophie aristotélicienne, du savoir-faire métallurgique et du mysticisme des Égyptiens et des Byzantins qui engendra l'alchimie. Ces hommes, qui savaient obtenir le cuivre à partir des minerais de cuivre et d'étain depuis près de trois mille ans, accueillirent sans difficulté l'idée de la transformation de la matière. L'alchimie s'est ainsi développée pendant plus de vingt siècles, charriant les croyances les plus délirantes et fantasmagoriques : il s'agissait d'une initiation personnelle orientée vers la connaissance des secrets révélés par les dieux aux hommes. Bien que le savoir-faire et les techniques s'améliorassent avec le temps, les principes fondamentaux subsistaient. L'alchimiste ne manipait pas, au sens actuel du terme, il officiait, au sens religieux. Il ne comptait donc pas sur l'expérience pour vérifier l'efficacité d'un savoir, se situant ainsi aux antipodes des règles de l'objectivité[7]. Le but résidait dans la découverte du secret de la transmutation des métaux vils en or, et donc dans la synthèse de la pierre philosophale, révélée par les mages du temps des Grecs. Tous

les essais et expériences qui ne vérifiaient pas les « prévisions de la théorie » ne pouvaient être que mal faits et suspects. Comme le dit Jean Jacques: « Que l'expérience finisse par donner une réalité à une conviction: telle est finalement la principale exigence de cette mentalité extrascientifique. »[8]

L'illustration la plus drôle de cette assertion se trouve probablement dans la truculente aventure de cet alchimiste de Hambourg nommé Brandt, qui découvrit en 1669 non seulement le phosphore après avoir fraîchement pissé dans un tonneau et chauffé ce dernier, mais aussi sa luminescence prolongée (d'où la « phosphorescence ») qu'il ne fut pas loin de prendre pour une émanation du saint-esprit.

Ce n'est que dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle que des individus comme Priestley et Lavoisier et leurs collaborateurs (premières analyses de l'air en 1772-1776, première synthèse de l'eau en 1783, démontrant enfin que l'air et l'eau ne sont pas des éléments) vont progressivement extirper la chimie de sa gangue alchimique, après que l'existence du vide, nié par Aristote, ait été démontrée par Otto von Guericke en 1654, et non sans persistance de quelques avatars alchimiques: la théorie du phlogistique (Stahl, vers 1700) et la croyance en la force vitale. Il faut dire que ces théories, comme beaucoup de fausses théories, firent pendant quelques années des prédictions plus ou moins vraies. Bien que la controverse autour du phlogistique prît fin avec Lavoisier, la croyance en la force vitale perdura au moins jusqu'en 1828, quand Wölher parvint à synthétiser l'urée par hasard, alors qu'il cherchait, pour de tout autres raisons, à combiner l'acide cyanique avec l'ammoniac. Pour la première fois, un chimiste synthétisait une substance naturelle, prouesse expérimentale jusque-là considérée comme impossible. La chimie, pas tout à fait débarrassée de ses oripeaux alchimiques, jugeait impossible la préparation artificielle d'un composé naturel en dehors de l'organisme vivant duquel il était extrait. Le dogme de la force vitale instituait une césure, qui n'est pas sans rappeler la barrière ontologique que l'église catholique place toujours entre le biologique et le social, entre la neurobiologie du cerveau et « l'âme », entre matière vivante et matière inanimée. On comprend alors que Newton et d'autres alchimistes aient pu faire des découvertes révolutionnaires, s'avère bel et bien fortuit, et qu'il n'y a pas lieu de s'enthousiasmer à leur sujet (comme Paul Valéry dans son poème « Il fallait être Newton... »). Quiconque effectue une lecture critique des œuvres complètes de Newton ne peut raisonnablement pas le classer parmi ce qu'il est convenu d'appeler les « Modernes », au moins pour ce qui concerne la pensée ontologique. De même l'héritage des Grecs, si acclamé dans les milieux littéraires et philosophiques, me laisse circonspect. Avec le temps, nous n'avons retenu que les quelques théorèmes mathématiques vraiment utiles, et nous avons oublié l'immense fatras de conneries proférées, par exemple, par un Aristote, qui a tout raté en physique et en chimie (principe d'inertie, existence du vide, structure atomique et lacunaire de la matière), et au sujet duquel un autre théoricien de haut vol de la revue *Réfractions* s'exclame: « Personne ne peut plus embrasser en détail toutes les connaissances humaines comme l'avait fait dans l'Antiquité Aristote qui était à la fois excellent naturaliste et philosophe! »[9]

Les épitaphes idolâtres, les transports incontrôlés d'admiration béate et l'adoration enfiévrée des icônes n'ont pour but que de faire passer la science pour un substitut de religion, mais en grattant un peu dans l'ensemble de l'œuvre de personnalités comme Aristote, Newton, et bien d'autres après eux, on s'aperçoit qu'ils n'ont rien de « Saints Scientifiques ». Quant aux Grecs, je laisserai le mot de la fin à Proudhon: « De même nous verrons un jour, lorsque notre psychologie sociale sera faite, que ces Grecs et ces Romains qui nous étonnent n'étaient, à côté des générations futures, que de magnifiques ébauches. »[10]

L.

---

1. Laurent Segalini, « Solve & coagula: vers une critique au noir et au rouge de la raison et de l'objectivité », *Réfractions*, n° 13, pp. 95-104.

2. J. Calvin, *Institutio christianae religionis*, 1536. Cité dans l'ouvrage suivant de J.-P. Auffray.

3. Jean-Paul Auffray, *Newton ou le Triomphe de l'alchimie*, éditions Le Pommier-Fayard, 2000.

4. Lettre de I. Newton à R. Hooke du 28 novembre 1679, *Correspondence*, volume II, p. 300, *Ib.*

5. *Ib.*

6. I. Newton, *Opticks*, Query 31 de la version définitive, 1704. Cette citation est extraite de la référence 4.

7. François Sébastianoff, « Les règles générales de l'objectivité », *Réfractions*, n° 13, automne 2004, 49-60.

8. Jean Jacques, *L'imprévu ou la Science des objets trouvés*, éd. Odile Jacob, 1990.

9. P. Jouventin, « La guerre des sciences », *Réfractions*, n° 13, automne 2004, 115-124.

10. P.-J. Proudhon, *De la création de l'ordre dans l'humanité*, tome second, éditions TOPS et H. Trinquier, 1843.

Le joli mois de mai italien

Double virage « à droite toute » de la politique berlusconienne en matière d'immigration avec, d'un côté, l'adoption mercredi 13 mai dernier d'un projet de loi porté par la Ligue du Nord et un ministre de l'Intérieur, Maroni, pour le moins fascisant, et qui introduit le « délit d'immigration et de séjour clandestin » dans le code pénal italien (dorénavant l'hébergement de « clandestins » sera passible de prison, la durée de rétention dans les « centres de permanence et de séjour » passe de deux à trois mois, l'entrée et la permanence non déclarée sur le territoire italien sera assimilée à un délit et passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 10 000 euros, des « associations citoyennes » pourront effectuer des « rondes » de surveillance et alerter la police en cas d'atteinte à l'ordre public. Seule l'obligation, initialement envisagée pour les médecins, de dénoncer les clandestins n'a pas été adoptée. Et, de l'autre côté, la signature avec la Libye de ce qui pourrait passer pour la « première convention d'externalisation de la gestion des migrants aux pays situés sur le pourtour méditerranéen », pour le dire comme les journalistes du *Monde* du 16 mai – pratiquement seul écho, il faut le souligner, de cette signature qui n'a autrement pas fait grand bruit dans la presse française.

Cette convention entre les deux pays, dénoncée presque exclusivement par le HCR et Amnesty International au niveau européen, permet tout simplement la reconduite sur le sol libyen des personnes arrêtées en pleine Méditerranée par les autorités maritimes italiennes. Effective depuis le début du mois de mai, elle a déjà permis le refoulement et le débarquement en Libye (lieu d'embarquement initial pour un trajet devant conduire sur l'île de Lampedusa) de plus de 500 personnes qui se trouvent donc, actuellement, placées dans les centres de rétention du colonel Khadafi, et en attente d'expulsion vers leurs pays d'origine. Ces personnes, provenant pour une majorité d'entre elles d'Afrique (Niger, Somalie, Érythrée) ou d'Asie, n'ont pas vu leur situation examinée par l'Italie au regard du droit d'asile. Or Rome, contrairement à Tripoli, est bien signataire de la convention des Nations Unies de 1951 sur les réfugiés, convention qui érige en principe le « non refoulement des demandeurs d'asile. »

Ce nouveau pacte italo-libyen n'est que le prolongement d'une politique de réconciliation menée par les deux pays et entamée par la signature du « traité d'amitié » du 30 août 2008 par lequel l'Italie s'engage à invertir en Libye quelque cinq milliards de dollars sur vingt ans pour des « infrastructures de base » réalisées par des entreprises italiennes, en échange de quoi la Libye s'engage, elle, à lutter contre le terrorisme et l'immigration clandestine ! Elle vise à effacer le passé colonial italien et à poser la Lybie en interlocuteur, disons « fiable », vis-à-vis des pays de l'Union européenne.

Or en Libye, les migrants reconduits par les autorités italiennes pourront difficilement, on s'en doute, entamer des procédures de demande d'asile indépendante comme ils sont en droit de le faire dans tout pays européen ayant ratifié la convention de 1951. C'est donc, de fait, l'interdiction d'accès à l'asile dans la totalité de l'Union européenne qui se profile ici.

Doit-on voir dans ce jeu de passe-passe berlusconien, et dans le silence tout relatif des autres membres de l'Union européenne, le présage d'une politique du « tout répressif » encore plus marquée alors que le bal électoral européen vient de s'ouvrir ? L'avenir nous le dira, hélas, bien assez tôt.

Barbara Cibille
groupe Bibliothèque La Rue

Sources : journaux : *Le Monde* (12 et 16 mai) *Liberazione* (15 au 20 mai) et *Carta* (15 au 20 mai) ; sites web : Amnesty International et HCR.

La Colonne libertaire Joaquin Penina

Une jeune organisation anarchiste en Argentine

Le texte que nous publions ici aurait nécessité une profonde réécriture de sa traduction originelle. Souhaitons que l'élan frais de cette colonne pleine de principes intangibles et réaffirmés dans le plus pur style argentin touchera la sensibilité internationaliste du lectorat.

La rédaction

La Colonne libertaire Joaquín Penina (CLJP) s'est fondée comme espace politique anarchiste au milieu de l'année 2008 dans la ville de Rosario, dans la province de Santa Fe en Argentine. Au début y ont convergé des militants qui venaient de mouvements de quartiers, éducatifs et syndicaux avec la nécessité d'avoir une structure politique anarchiste où développer formation, théorie, stratégies d'intervention et de relation avec d'autres groupes.

Nous luttons, par conséquent, contre tout type d'autorité, qu'elle soit de l'État, des patrons, des églises et/ou du patriarcat; tout comme nous nous opposons également à tout type d'oppression, que ce soit celle de l'État sur la société, celle du Capital sur les travailleurs, celle des hommes sur les femmes et celle de l'impérialisme sur les peuples opprimés, entre autres. Le nom de Joaquín Penina honore le maçon anarchiste disparu en 1930 sous la dictature de Uriburu à Rosario. Comme anarchistes, nous nous alignons sur le courant spécifique organisé. Théorisé par Mikhaïl Bakounine puis principalement par Errico Malatesta, c'est aussi le courant suivi par des organisations spécifiques comme la Fédération anarchiste uruguayenne et la Fédération anarchiste de Rio de Janeiro. Comme militants populaires représentants d'un système d'idées né parmi le peuple, nous reconnaissons la nécessité de travailler socialement en lui. Ainsi nous devons être organisés et préparés en vue d' obtenir des transformations réelles dans la société, et de nous approcher chaque jour de notre principal objectif: la révolution sociale. Pour cela nous devons prendre en compte les contradictions inhérentes à la société afin d'agir en son sein.

Partir de la base

Nous tenons pour nécessaire la promotion au sein du peuple de la formation et de la perpétuation d'organisations de base. Comme anarchistes spécifistes, nous comprenons par là des organes actuels de participation populaire où confluent diverses revendications sociales; des instances de rassemblement des classes opprimées; d'authentiques écoles de formation et de militantisme révolutionnaire avec un vrai contact avec la réalité; des espaces où nous pratiquons la solidarité et les principes libertaires promus par notre idéologie; des germes de la société de demain où nous commençons aujourd'hui à tracer la rupture révolutionnaire dans chaque lutte et chaque instance d'apprentissage.

La Colonne libertaire considère comme valides stratégiquement les organisations de quartier, syndicales, de lycéens et de retraités et d'autres encore en discussion.

Organisations de quartiers

Les organisations de quartier doivent se constituer en acteurs sociopolitiques (non d'organisation politique) poussant les limites du système jusqu'au débordement. Au niveau communautaire, l'organisation de quartier tente au moyen de ses revendications – santé, éducation, logement, travail, alimentation, infrastructures et culture – de remplacer la capacité administrative de l'État par la construction de pouvoir populaire.

La portée transformatrice des mouvements va de pair avec le niveau de conscience atteint et les relations « socialistes » se créant dans le développement de la lutte revendicative. Pour lui donner un contenu qui transcende le purement revendicatif et porte ces luttes vers le

socialisme libertaire, il se travaille la formation dans les aspects révolutionnaires suivants: égalité de genre, classisme, annulation de tout type de discrimination.

Pour cela, l'organisation de quartier doit être présente dans la territoire comme l'organisation populaire valide et légitime pour la participation, et au niveau organisatif, elle doit compter avec la force capable de donner une réponse aux revendications du quartier. C'est pour cela que les militants insérés doivent viser à massifier l'organisation et la rendre visible au travers de la propagande.

Les militants de quartier de la CLPJ promouvons à court terme une structure de quartier avec une assemblée périodique de bilans, de débats et de résolutions, ouverte à la participation de tous les habitants de bonne volonté qui veulent participer d'égal à égal sans dépendance partisane, étatique ou ecclésiale. Nous serons aussi acteurs la participation quotidienne dans les travaux et les « que-faire » du mouvement de quartier. Les noms que nous promouvons à ces organisations sont ceux de mouvement, front ou organisation. Les noms que nous accepterons sont ceux de groupe, association, groupement ou coopérative, ceux que nous n'accepterons pas sont ceux de centre communautaire, d'habitant ou de parti en raison de l'imaginaire collective et de la pratique habituelle dans ces structures légales.

L'organisation territoriale doit tenter d'obtenir dans son propre quartier au moins un local ou un terrain commun de travail pour pouvoir mener les différentes tâches, faire les réunions de l'organisation et générer une référence physique d'espace libre et autonome dans le quartier.

Les militants de quartier de la CLJP proposent à moyen terme un processus de fédération des organisations en prenant comme modèle la Fédération d'organisations de base du grand Buenos Aires et de la capitale fédérale.

Organisation syndicale

Les militants syndicaux de la CLJP devonstimpulser et dynamiser à court terme une organisation ou regroupement de compagnes et compagnons sur nos lieux de travail et avoir une perpective de construction à long terme au-delà du conflictuel (c'est à dire ne pas attendre qu'il y ait conflit pour construire).

Prenant comme exemple l'expérience de la Tendance syndicale libertaire (de Buenos Aires), nous promouvrons les revendications suivantes: augmentation générale des salaires, pour un salaire de base égal au seuil de pauvreté; journée de travail à 6 heures sans baisse de salaire; régularisation de tous les travailleurs au noir et lutte contre la flexibilisation; respect des conventions collectives; respect du droit de libre affiliation syndicale et élection de délégués; pour l'organisation des travailleuses dans un cadre propre; pour l'unité de la classe, des travailleurs indistinctement de leur appartenance syndicale et avec les chômeurs.

Être des anarchistes organisés

Nous estimons nécessaire, en plus de ces organisations sociales de base, d'avoir et de conserver une organisation politique spécifiquement anarchiste. La conjoncture sociale et le processus organisatif sont assez difficiles et complexes pour ne pas prendre le temps de les penser avec patience et tracer des lignes d'action possibles en tentant que nos principes et nos idées aient une influence sur la réalité. Pour cela, l'espace politico-idéologique nous sert à penser comment améliorer et potentialiser nos pratiques à partir de l'optique anarchiste, penser les avancées à plus grande échelle, tout comme faire de la propagande idéologique au niveau général pour celle ou celui qui se sent identifié avec l'anarchisme et souhaite rejoindre cet espace.

Le rôle du politico-idéologique est de dynamiser les organisations populaires et le cadre social en général, mais non de tenter de le rendre « anarchiste » mais de le rendre plus combatif. Nous entendons dynamiser comme l'intervention directe et la participation pleine, la génération d'identité, l'agilité organisative, le processus éducatif et la capacité d'action directe des organisations de base. Le mouvement social ne doit pas avoir d'idéologie politique parce que sa fonction (ou rôle) est d'agglutiner.

Principes anarchistes pour un militantisme de base

Nous pronons les principes suivants dans tous les endroits où nous militons que nous considérons appropriés pour l'atteinte d'une société libertaire.

Classisme: la seule garantie pour que nous, les classes populaires, arrivions à défendre nos intérêts est de générer nos propres organisations. Organisation de toutes les classes opprimées autant dans les campagnes que dans les villes.

Égalité de genre: dans le système capitaliste la femme souffre une double oppression; non seulement des classes dominantes mais aussi du machisme, de l'exploitation sexuelle, de l'autoritarisme à l'intérieur de la famille, du patriarcat. Notre organisation combattra toute hiérarchie de genre puisqu'il n'y a pas de véritable changement social sans égalité homme-femme.

Fédéralisme: entendu comme instrument pour la nouvelle organisation de la société. Différente d'autres formes organisatives, comme peuvent l'être la démocratie représentative ou le centralisme démocratique. Le fédéralisme est aujourd'hui un instrument dans la construction de pouvoir populaire tout comme demain il sera la forme dans laquelle se développeront les différentes expressions qui drainent toute la société. De même, le fédéralisme permet de faire parti d'un tout sans perdre l'identité et l'autonomie propre de l'individu, du groupe, de la commune, de la région.

Autonomie: entendue comme indépendance organique de nos organisations par rapport à l'État, ses gouvernements, quels qu'ils soient, des ONG, des partis politiques, des églises, des entreprises, des syndicats et de tous ceux qui nous disent ce que nous devons faire et qui se trouvent éloignés de notre réalité.

Construction de pouvoir populaire: entendu comme capacité du peuple, au travers de ses organisations, de résoudre ses problèmes sur la base de ses intérêts sans être représenté par quelqu'un, décidant et résolvant toujours à partir de la base, jamais d'en haut. Pour cela nous considérons que la nouvelle société nait dans l'ancienne, plus précisement dans la lutte contre celle-ci.

Démocratie par consensus: ce procesus de prise de décisions comprend non seulement l'instance de résolution mais aussi celle de communication et de débat. Dans ce processus, les personnes organiques ou affectées par la décision ont le droit d'être consultées. L'accord d'une majorité devra prendre en compte les dissidents, le procesus de résolution devant toujours être freiné quand la minorité ou le disensus a des arguments et des responsabilités dans le procesus de décision. Ce procesus tente d'éliminer des fractures organiques dans l'avenir.

Action directe: c'est une forme de lutte pour résoudre nos demandes. De cette manière, nous n'avons pas d'intermédiaires. Nous allons obtenir ce que nous nous proposons seulement grâce à nos organisations et leurs actions.

Autogestion: comme forme de travail, de production, d'échange libre sans patrons, employés, ni exploitation en conservant l'autonomie dans les cadres de décisions sur la question des ressources.

Solidarité de classe: comme forme d'atteindre l'unité de ceux d'en bas, des classes opprimées du peuple dans la lutte contre l'injustice.

Internationalisme: visant l'alliance entre les peuples et leurs organisations de lutte sur des bases internationalistes, anti-impérialistes, anti-capitalistes et anti-patriarcales dans la perpective du changement social.

Mémoire historique du peuple: comme manière de découvrir, de reconnaître et de rappeler les luttes historiques de notre classe et les victimes de notre peuple puisque nous faisons partie d'une lutte historique menée par les classes populaires.

Colonne libertaire Joaquin Penina (Rosario)
Résolutions organiques, février 2009.
columnalibertaria@gmail.com

D'après une traduction de : amerikenlutte.free.fr

Allons à Cannes !

« Les films sont un tremplin... aux spectateurs de sauter ! »
Michael Haneke

Le Ruban blanc (Das weisse Band), de Michael Haneke.

Heike Hurst

À UNE FEMME qui dit être sortie de son film *Le Ruban blanc (Das weisse Band)* la tête en ébullition et le malaise au ventre, Haneke répond : « c'est exactement cela que je veux obtenir... ». Filmé en noir et blanc, cadré au cordeau, une petite communauté fournit les archétypes d'autorité et de soumission: le pasteur, le docteur, l'instituteur, le régisseur et le baron avec ses terres et ses métayers. La ronde des possédants et des rebelles à la loi ne se referme ni sur les coupables ni sur les victimes. L'investigation se corse, les autorités y perdent leur latin, car on ne trouve que des délits et point les acteurs des drames qui surviennent dans ce bourg de l'Allemagne du nord au début du siècle. Pour Haneke il s'agit de remonter aux racines du mal, de fournir des clés pour expliquer une nation entière qui sera prise dans le secret et le mensonge. Point d'aveux, des crimes impunis, la vérité est sacrifiée sur l'autel de la bienséance. L'ordre sacré a bon dos et cache à grand peine les manquements des uns et des autres face à l'injustice sociale, pierre angulaire d'une société condamnée à disparaître ou à perdurer aux bruits des bottes fascistes. (Palme d'Or)

Quand Bellocchio exhume dans *Vincere* l'histoire de Ida Dalser, femme du Duce qu'il reniera par la suite ainsi que son fils, il travaille sur un cas isolé qui prend valeur d'exemple. Sa leçon d'histoire n'a pas la prétention d'épuiser les ressorts du fascisme italien ni d'expliquer l'adhésion de tout un peuple. L'union sacrée avec l'Église l'exige, Mussolini fait des enfants à une autre femme très ordinaire, l'épouse, porte la guerre en Afrique et seconde Hitler dans sa marche triomphale. Ida Dalser ne pourra renoncer à clamer sa vérité et mourra après onze ans de détention arbitraire dans des asiles d'aliénés sans avoir revu son fils, sosie du Duce. « De quoi vous plaignez-vous, lui dit une sœur, toutes les femmes rêvent de coucher avec le Duce, vous l'avez fait et vous avez un fils de lui ! » Son travail sur les archives, restaurées pour les besoins du film, est remarquable; l'interprète de cette femme bafouée, Giovanna Mezzogiorno, également. Mussolini, le fasciste total, public et privé pourra toujours grimacer sa rage : le roi est nu.

Remonter ainsi du personnel, de l'individuel au général est aussi ce qui fait le prix du film de Suleiman, notre « palme » de pudeur et de dignité. Elia Suleiman (*Intervention divine*) remonte, dans *The Time That Remains (Le temps qui reste)*, dans le temps. Toute l'histoire de la Palestine est racontée à travers le vécu de ses parents, de 1948 à nos jours. C'est un film presque muet où les images disent tout. Suleiman regarde l'histoire de ses parents, s'appuyant sur les notes de son père, résistant, et sur des lettres de sa mère écrites aux membres de la famille forcés à l'exil. L'histoire de ses parents renvoie au destin de cette minorité d'Arabes en Israël, tolérée, alors qu'ils ont toujours vécu là. Son regard fait de lui l'observateur pétrifié de la mise au pas de la Palestine. Film désenchanté qui ressuscite le père activiste, héroïque de 48 et leur vie depuis. Dans un mouvement spontané d'humeur et de dérision, Elia Suleiman saisit une perche et

Le prophète, de Jacques Audiard.

saute le mur. Voilà à quoi sert l'imagination! L'amour du père, résistant, meurtri dans sa chair, incorruptible, veille sur ce fils prématurément vieilli de la difficulté de vivre en semi-liberté surveillée.

Keren Yedaya, après *Or mon trésor observe dans Jaffa*, (Un certain Regard) la cohabitation de plus en plus difficile des Israéliens et des Palestiniens: comme seul horizon, un garage. Patron israélien, ses travailleurs fiables, père et fils palestiniens, alors que son fils Meir est un bon à rien fort en gueule: la tragédie est en marche, car la fille de la maison aime Toufik, le beau Palestinien et veut se marier avec lui. Dans quelques scènes sans paroles, Mali (Dana Ivgy) comprend que tout de sa vie reste suspendu au bon vouloir de ses parents. Elle prend sa fille et part. Son film nous propose une fin magnifique faite de regards, de tendresse muette et de promesses de lendemains difficiles.

Ainsi nous arrivons par la grâce et l'obstination de quelques femmes et hommes irréductibles dans un univers différent de la guerre des clans et des mafieux tel que le démontre *Le Prophète* de Jacques Audiard, – même si ce film apporte une lumière bienvenue sur les agissements de la mafia corse et les systèmes de surveillance qu'engendrent d'autres mafias à l'intérieur des prisons, il ne sort pas d'une oppressante vision des choses. Mais les grands criminels et les psychopathes de tous bords ne sont-ils pas aussi ailleurs? *Antichrist* de Lars van Trier (exception faite de la première demi-heure, qui est une pure merveille) se donne à cœur joie de nous montrer des horreurs et *Soudain le vide*, de Gaspar Noé, n'est pas en reste. La violence pour la violence se déploie sans limites. *Fish Tank*, d' Andrea Arnold, (Prix du Jury, ex-æquo) contient aussi sa part de violence, mais il faut voir avec quel talent cette réalisatrice va la contenir et trouver une issue vivable en dansant une chorégraphie qui réunit la mère et les deux sœurs, les sauvant de la médiocrité et de la haine...

Si le cinéma peut tout cela, revenir aux espaces intérieurs, les meubler de nos rêves et non pas d'aberrations sordides dont certaines œuvres regorgeaient, eh bien il peut aussi accomplir la transposition de merveilles inventées et pourtant réelles... ça donne, vu par Alain Resnais, *Les Herbes folles*. Honoré par un prix à sa carrière au lieu d'évoquer cette incroyable jeunesse qui émane du film, un des plus légers de la compétition, on ne cherche même pas à le faire parler, c'est d'une goujaterie rare! Puis Tsai-Ming Liang, même topo, personne pour louer son talent à faire revivre la Nouvelle Vague en général et l'esprit de Truffaut en particulier: Tsai Ming Liang et son film hommage à Truffaut, et son Antoine Doinel égale Jean-Pierre Léaud. Dans son film *Visage*, Laetitia Casta devient fée et muse de l'acteur fétiche de Tsai. Fanny Ardant, Nathalie Baye et Jeanne Moreau viennent peupler l'univers de ce Chinois au père malais, cinéaste-poète de l'image et grand artiste de l'évocation des maîtres des arts qu'il immortalise pour toujours.

Ainsi les films venus de loin rejoignent l'univers de la poésie: aidée par une photographie exaltante de beauté, dans *Bright Star*, la poésie comme élément subversif est proprement stupéfiante d'efficacité. Jane Campion fait confiance au texte: à la poésie de Keats d'une part et aux lettres de son seul amour, Fanny Brawne, d'autre part. Sa petite sœur (aux boucles rousses) s'empourpre quand elle voit le poète Keats qui exalte la sensation et tout ce qu'on éprouve, en somme, le ressenti: sans une pensée poétique pour refléter le monde, le monde est sinistré. Jane Campion fidèle à l'esprit de son *Angel at my Table* s'appuie sur les vers de Keats et de ses amis. Le verbe, la beauté soutiennent seuls leur projet de vie. La recherche de bonheur et de plaisirs n'est pas reprouvée et punie comme chez Haneke, mais reste comme seule valeur justifiant une vie en action avec les autres... Comparé à la douceur et à la beauté du monde que ressuscite Jane Campion, ces films évoqués plus haut semblent kafkaïens et servir uniquement la thèse convenue de la barbarie à visage humain.

Quand le réel devient insupportable, le recours à l'imaginaire devient une arme indispensable pour résister au poids du quotidien qui vous écrase: ainsi Ken Loach injecte une forte dose de rêve dans le présent du postier Eric, perdu entre ses envies profondes et ses souvenirs heureux d'amour fou contrecarrés par ses échecs qu'il a acceptés comme une fatalité. D'où le besoin scénaristique de lui envoyer un ange gardien qu'il trouve dans la personne d» Éric Cantona. Comme dans *La Rose pourpre du Caire*, son idole descend de son affiche-écran et prête main forte à Éric le postier pour reconquérir sa vie, sa belle et une victoire de la solidarité prolétaire sur les racketteurs nouveaux-riches qui empoisonnent la vie de la cité. En bon joueur, il questionne son idole en lui demandant quel était son souvenir le plus fort de Manchester, quel but l'avait le plus rempli de fierté et de satisfaction. Cantona répond « ce n'était pas un but, c'était une passe! » À méditer.

Dans le même ordre d'idées, quand un jeune est bloqué dans une situation qui semble sans issue, le voisin, sorte de père remplaçant et ami de la mère, (Bacri, époustouflant) crée l'incident symbolique indispensable pour qu'il puisse se détacher et revenir dans la vie réelle avec les autres: *Adieu Gary* de Nassim Amaouche nous propose là un film enjoué d'une maturité étonnante (c'est son premier long métrage). Sur fond de désespérance d'une cité mourante, on assiste à la mise en route d'une machine destinée à la casse, à la transformation d'un centre de jeunes en mosquée et aux espoirs toujours vifs de rencontrer la magie dans le quotidien, la tendresse dans les bras de la plus belle fille et de résister à la fin d'une cité et au démantèlement de ses rêves. Grand prix de la Semaine de la Critique: *Adieu Gary* de Nassim Amaouche.

Comme dans le film de Suleiman, le lien au père et le désir de ne pas perdre sa dignité devient le fil indestructible qui tient les hommes et ces films ensemble. Dignité et pudeur: même un petit escroc, qui exerce son art de gruger les autres, est en fin de compte gagné par ce défi de montrer à la terre entière qu'on peut toujours se battre et même construire un tronçon d'autoroute qui mène nulle part, mais qui redonne la dignité à tout le monde. De Xavier Giannoli: *À l'origine.*

H. H.

Les sections parallèles de Cannes à Paris: Un certain Regard: 27 mai au 2 juin au Reflet Médicis; la Quinzaine: 27 mai au 6 juin au Forum des Images; la Semaine de la Critique: 4 au 7 juin à la Cinémathèque française.

Système prostitutionnel

L'aliénation complète de soi

Si les anarchistes s'intéressent à la question du pouvoir et à celle de la domination des individus entre eux, alors ils sont forcément concernés par le problème de la prostitution et il nous faut remercier Hélène Hernandez et Elisabeth Claude pour leur travail dans la brochure *Anarchisme, Féminisme, contre le système prostitutionnel*.

Dans le débat, qui, éventuellement, s'instaure, d'aucuns avanceront peut-être que l'aliénation inhérente au système prostitutionnel est comparable à celle du monde du travail. C'est un raccourci que dément la réalité. En effet, certaines situations douloureuses et aliénantes n'engagent directement que le corps; c'est le cas de l'ouvrier travaillant à la chaîne ou dans les mines d'or d'Amérique latine, ou de cet autre sans papier et sans droit. C'est le cas du prisonnier, politique ou pas, de la victime hurlant sous la torture. Même si chacune de ces situations a forcément des répercussions mentales, nous savons aussi que certains ont réussi à les dépasser justement par la force des valeurs auxquelles ils ou elles croyaient: en pensant aux copains et copines qu'ils ne fallait pas trahir, en se récitant des poèmes, en pensant à une toile de Mirò, etc. Ces exemples attestent d'un contrôle possible par l'être humain sur son ressenti: émotion, douleur, plaisir. Il me semble que, sans ce contrôle, il n'y a pas de liberté possible.

C'est également vrai pour les addictions qui sont la représentation de l'échec de ce contrôle: tabac, alcool, jeu, herbe, cocaïne, etc.

Or, avec la prostitution, la liberté n'existe nulle part et jamais, car l'acte sexuel, même consciemment commercialisé, engage l'intégralité de la personne humaine. La sexualité, quelque soit la forme qu'elle prend, engage chacun dans son intimité profonde, physique et psychique puisque le premier organe sexuel, c'est précisément le cerveau avec sa charge mentale et fantasmatique.

Alors, la prostitution dite « libre » équivaudrait-elle à une décérébralisation?

Par ailleurs, le système prostitutionnel rabaisse le plaisir sexuel à un produit de consommation banal du système capitaliste marchand mondialisé. Si vous acceptez, même librement, d'acheter ou de vendre votre plaisir, c'est-à-dire votre sexualité, pourquoi ne pas accepter tout aussi « librement » d'acheter ou de vendre vos idées? Si oui, cela veut dire que pour une somme qui vous paraît acceptable, vous êtes prêt à vous renier vous-mêmes puisque votre cerveau commande entre autres vos idées et vos hormones mâles ou femelles! Cela signifie alors que vous n'existez plus en tant qu'individu et c'est exactement ce qui arrive à la personne prostituée, comme en témoigne la brochure.

C'est pourquoi la prostitution constitue une aliénation suprême, totale et absolue, neurones, fantasmes, bouche, verge, clitoris, vagin, anus compris, le tout en un, en une passe combien?

Et même si certains prétendent avoir choisi, cela n'y change rien: choisir de s'enfermer ne supprime pas l'enfermement.

La personne prostituée vend du plaisir, pas de l'amour, comme elle vendrait une tablette de chocolat ou un film porno, mais pourtant, ce faisant, ne vend pas que cela: elle se vend elle-même, et s'aliène beaucoup plus intégralement que l'ouvrier qui vend sa force de travail et sa compétence et qui a obtenu le droit de grève. Où et quand les personnes prostituées peuvent-elles dire non? Sous les coups? Sous le canon d'un revolver? Après une injection d'héroïne administrée de force? Au nom de quoi les anarchistes que nous sommes pourraient-ils ignorer ou cautionner cela? Au nom de quelle liberté? Celle de la jouissance? Mais est-ce que la jouissance est une liberté?

Tout d'abord, s'il y a jouissance, dans le système prostitutionnel, elle est à sens unique car ce qui est à l'ordre du jour, c'est le plaisir du payeur, pas celui du ou de la payée.

Ensuite, malgré l'agréable souvenir du mot d'ordre de mai 1968 « Jouissez sans entrave », rappelons-nous quand même la topique freudienne qui définit la jouissance comme le simple assouvissement d'une pulsion libidinale archaïque, à laquelle sont d'ailleurs soumis aussi les animaux, et cet assouvissement, même si c'est un besoin fondamental, n'a jamais été et ne sera jamais l'expression d'une quelconque liberté.

La jouissance ne se socialise que si elle est partagée avec celui ou celle dont elle est l'objet. C'est une condition impérative. Freud a par ailleurs démontré que, sans l'élaboration d'un surmoi, qui prend en compte l'existence de l'autre dans sa globalité, et socialise les pulsions émergeant de l'inconscient, la satisfaction immédiate de ces pulsions peut conduire tout droit à la barbarie.

Cette barbarie est à l'œuvre à la guerre, à Guantanamo, dans les commissariats, dans toutes les chambres de tortures du monde et dans nombre de faits divers: on peut jouir en cognant, en tuant, en torturant, en violant.

Les adeptes de l'ordre moral et des religions de toutes obédiences sont bizarrement plus prompts à condamner l'avortement ou les contraceptions que le système prostitutionnel qui bâtit son emprise sur le sexe, la violence et l'argent. La prostitution constitue pourtant une autre barbarie, basée sur le monnayage de l'assouvissement d'une pulsion au cours duquel, personne prostituée et personne cliente ne sont que des produits marchands. Elle s'épanouit en même temps que la misère économique et affective, elle perdure dans l'idée mythique d'un choix qui n'en est pas un, elle s'éternise avec la complicité de l'État dans l'indifférence générale.

Nous, anarchistes, féministes, nous combattons le système prostitutionnel.

Yolaine Guignat
Groupe Pierre Besnard

Anarchisme, féminisme, contre le système prostitutionnel, Hélène Hernandez et Élisabeth Claude, Éditions du Monde libertaire, 132 pages, 9 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris XIe.

La finance ou la vie

Les Éditions libertaires présentent le premier opus de la saga « Ultimum », par Jean Rébillat. On va nous répondre que l'éditeur profite de la crise du capitalisme pour justement sortir *La Dernière Traversée*; oui, et pourquoi pas?

Tome truculent où l'on peut toucher du doigt l'un de « Nos Futurs » de suite, crise ou pas crise. Et pour cause, les personnages interpellent et excitent la curiosité; firmes et holdings au cœur d'une vaste machination où l'humanité se monnaye, s'échange en placements à risques pour le profit immédiat d'actionnaires comptés sur le bout des doigts, eux-mêmes victimes de leur succès, puis balayés par d'ordinaires héros victimes à leur tour de leurs illusions...

Tous les ingrédients d'un récit décalé sur fond de réalisme outrancier, tous les lecteurs vont trouver chaussure à leur pied! Et quel pied!

Rebondissements et trahisons, jeux d'acteurs et manipulations, tous les ingrédients sont maniés pour étayer ce qui fait l'essence même d'Ultimum: une histoire d'hommes et de femmes livrés à eux-mêmes en milieu hostile! Comment dès lors ne pas faire le parallèle avec notre crise du moment où le marché, loin de réguler comme promis, emballe et ficelle les plus pointus de la finance comme les moins prêts d'entre nous...

Les chapitres laissent peu de place aux doutes et le rythme des intrigues faites et suscitées piégerons les plus aguerris, même ceux qui continuent de rêver que tout est possible pour l'homme quand toutes ses valeurs ne semblent plus rien quotter... Terriens, Pionniers de l'espace: la bourse ou la vie?

François Dibot

Ultimum, La Dernière Traversée, Jean Rébillat, 192 pages, 12 euros en vente à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011, Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % pour le port.

Retours sur l'immigration

Plus ou moins régulièrement, les « grands médias » nationaux – et avec eux une grande partie de la population – semblent redécouvrir l'existence des jeunes (ou moins jeunes, le temps passe!) issus de l'immigration, souvent à l'occasion d'une révolte, rarement pour rapporter leur action dans la vie sociale de notre pays.

Les spécialistes ou acteurs de l'histoire de l'immigration et des mouvements qui ont suivis chacune des nombreuses étapes de celle-ci, réunis ici par les deux importants sociologues que sont Boubeker et Hajjat, nous présentent un ouvrage très complet et surtout très instructif, en particulier sur le comportement de l'autruche qu'adoptent aussi bien les politiques que la population qui se pense (faussement) « non immigrée ».

Depuis les mouvements nègres d'après la Première Guerre mondiale et l'immigration vietnamienne jusqu'à l'histoire complexe entre l'Algérie et la France, les premiers chemins suivis par ces « damnés de la Terre » sont décortiqués et remis en situation face au colonialisme conquérant, imbu de lui-même et paternaliste. Suite logique à ces départs du pays, nous sommes alors confrontés à la vie et aux luttes de ces travailleurs immigrés auxquels la France ne propose qu'une situation précaire, voire une invisibilisation politique et sociale, surtout après la guerre franco-algérienne puis l'indépendance de l'Algérie: mobilisations dans les usines et dans les foyers, mouvement des sans-papiers, comités Palestine, lutte des femmes, combats pour le droit au logement... tout est remis en perspective pour une progressive compréhension de notre présent partagé.

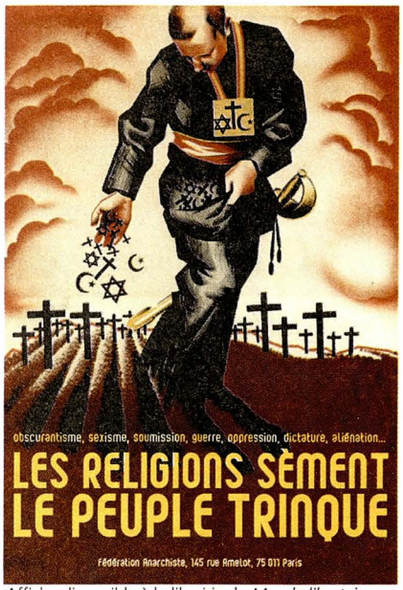
Mais cette approche historique n'a de valeur humaine que si elle permet de mieux appréhender la situation d'aujourd'hui. La moitié de l'ouvrage est consacrée aux enfants des banlieues, à leurs luttes pour la reconnaissance de leur identité, à l'engagement des musulmans de France (expérience des Motivé-e-s par exemple), aux luttes des femmes musulmanes (dont les « affaires du foulard » ne sont que la partie émergée de l'iceberg) et à la grave dissension entre question noire et féminisme qui montre la nécessité de ne pas séparer les problèmes mais de globaliser la lutte.

En ce début de XXIe siècle, le racisme a changé de visage: ce n'est plus tant le fait d'être arabe (ou autre) qui pose problème; le débat s'est porté d'abord sur la couleur, sur laquelle se fondent de très nombreuses inégalités de traitement, puis sur la religion musulmane, qu'on accuse à tort de tous les maux et de toutes les dérives intégristes. Avant d'être une femme ou un homme, une personne issue de l'immigration, qu'elle soit étrangère ou française, est jaugée – socialement, économiquement et politiquement – par son appartenance à une communauté de couleur et de religion.

Le citoyen sort transformé de la lecture de ce livre qui permet une approche sensible et humaine des immigrés ainsi qu'une compréhension de la radicalisation religieuse dans laquelle certaines femmes issues de l'immigration trouvent un moyen d'exister, celui-ci leur étant refusé par des militants ne faisant pas cas de leurs particularités. Et, pour ne pas gâcher le plaisir, il ouvre le débat sur l'immigration actuelle de nos sœurs et frères en détresse et du traitement de celle-ci par le sarkozysme.

Serge Moulis
Docteur vétérinaire en Ille-et-Vilaine

Histoire politique des immigrations (post)coloniales (France 1920 – 2008), coordonné par Ahmed Boubeker et Abdellali Hajjat, éd. Amsterdam, 2008.



Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

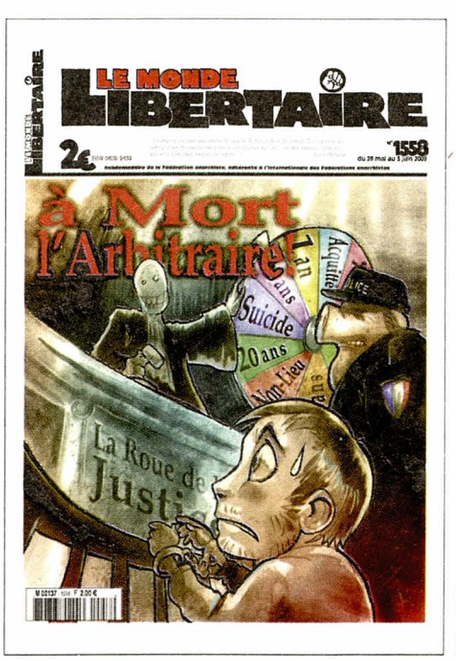
On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

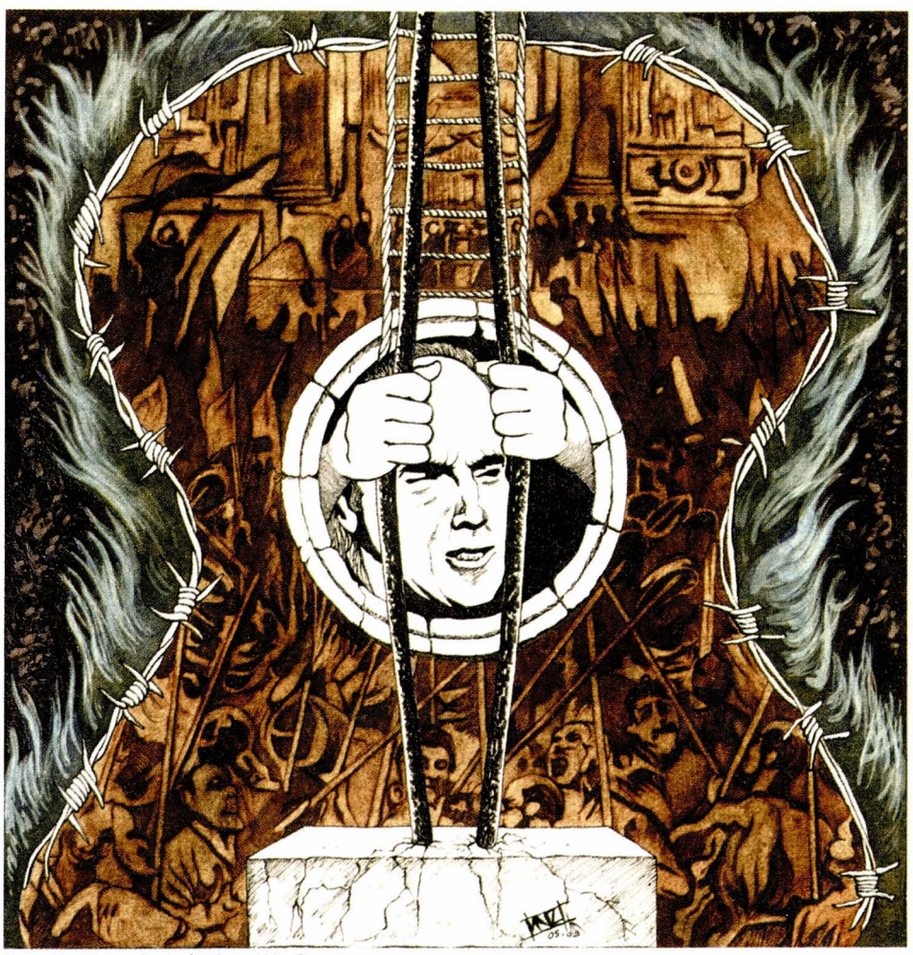
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Serge Utgé-Royo live !



Serge Utgé-Royo, dessin de Vincent Van Damme.

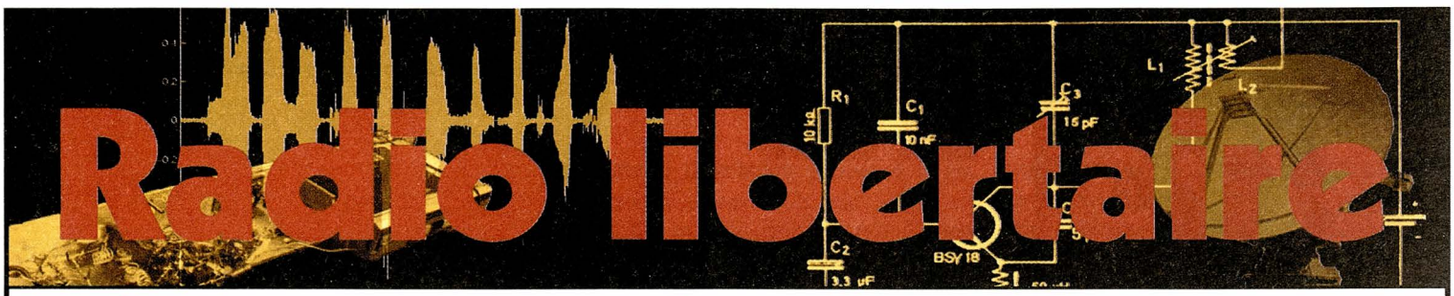
Il y a belle lurette que Serge Utgé-Royo ne joue plus de guitare, du moins sur scène. Il nous avait bien prévenus dans un texte au dos de son premier disque (1975) que l'instrument à six cordes n'était pas indispensable à son épanouissement musical. Ah ! c'était dans les années 1970 où, descendant tout juste des barricades de Mai 1968, on était toutes et tous pleins d'espoir, à Paname comme dans les cars qui nous emmenaient gueuler à la frontière espagnole contre Franco et ses matamors. C'est d'ailleurs dans un de ces véhicules que j'ai entendu chanter Serge pour la première fois. Avant je le croisais près du quartier des Halles, à Paris, dans le local où les camarades de Frente libertario se réunissaient.

Je l'avais aussi vu dans des réunions de travailleurs du Livre – car à l'époque, il était linotypiste à l'imprimerie Chaix à Saint-Ouen dans la banlieue nord de Paris.

Ce n'est que quelques années plus tard que Serge devint un musicien « à plein temps ». Il n'a jamais épargné sa peine au plan militant, répondant toujours présent dans les événements du mouvement libertaire. C'est pourquoi, puisqu'il a maintenant un orchestre fidèle et talentueux, il est bon d'avoir un disque de lui enregistré sur scène, live* comme on dit. Ses chevaux de bataille : *Les Gueux de l'an deux mille*, *Cinq cents hivers*, *Etoiles blafardes de mai*, mais aussi des « emprunts » aux illustres ancêtres, *Saturne*, *Les Anarchistes*. Sans oublier deux « curiosités », *Lettre à Kissinger* de Julos Beaucarne et *Une énorme boule rouge* en français et catalan. De quoi attendre pour aller prochainement le voir et l'entendre, ici ou là !

Sitting Bull

* *Traces publiques*, 20 euros, en vente à la librairie du *Monde libertaire*.



Jeudi 4 juin

Jus de rue (08 h 30) La parole aux gens de la rue.

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité en direct.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union Pacifiste. Mounamitié contre le salon de l'aéronautique du Bourget.

Vendredi 5 juin

Petits matins pour le grand soir (08 h 30) L'actualité commentée pour affronter le monde d'aujourd'hui.

L'écho des cabanes (11 heures) Émission sur les familles de détenus

Koumbi (16 h 00) Actus africaines.

La grenouille noire (21 heures) Écologie libertaire. L'émission sera consacrée à la fête des Amap.

Nuits musicales (00 heure) Sure Shots Nuit de mix, avec DJ Premier.

Samedi 6 juin

Réveil Hip Hop (8 heures) Culture Rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Programme non communiqué !

Chronique syndicale (11 h 30) Les 80 ans des Éditions de l'Atelier (ex-Éditions ouvrières), avec Didier Niel ; Émission juridique, la désignation du représentant de section syndicale.

Chroniques rebelles (13 h 30) Utopie et écologie libertaire.

Nuits off (23 heures) Nuit off est conçue pour la bande son d'une exposition. Elle sera diffusée également à la Galerie Oberkampf (à partir de 17 h 30).

Dimanche 7 juin

Goloss trouda, la voix du travail (8 heures) Émission franco-russe.

Symbiose (14 h 00) Diffusion d'un reportage effectué lors de l'Ubuntu Party et au Premier Samedi, organisés par les communautés Linux. Ces évènements permettent au grand public se former aux logiciels libres.

Chants - Contrechamps (15 h 30) Retour sur la quinzaine cannoise et les films à l'affiche ; Invités : les chanteurs Vladimir Anselme et Serge Utgé-Royo.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) Programme non communiqué !

Lundi 8 juin

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Terre et Liberté (16 heures) Luttes des peuples sans État. Au Guerrero (Mexique), des communautés indigènes gèrent collectivement sécurité et justice, sans prisons ! Invités : Françoise Neff (anthropologue), Jacques Lesage de La Haye (Ras les murs).

Agora libertaire (18 heures) Émission des groupes régionaux de la Fédération anarchiste.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme. Le Syndicat Interprofessionnel de la Presse et des Médias (SIPM-CNT).

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30) Programme non communiqué !

Mardi 9 juin

Le Parisien libertaire (8 heures) Faut libérer Paris ! Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

Wreck this mess (12 h 30) Programme non communiqué !

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme Textes historiques et actuels.

Un peu d'air frais (16 h 00) Cyclo-pouce, l'insertion par le vélo. Reportage au sein de l'association Cyclo-pouce, installée dans les voûtes des anciennes voies ferrées de la petite ceinture, quai de la Marne dans le 19e arrondissement de Paris.

Idéaux et débats (18 heures) Sous les jupes à fleurs, l'œil du cyclone. Nous retrouverons avec joie Stéphanie Janicot pour *L'œil du cyclone* (Albin Michel) et les membres du groupe LPB club (ex : Les petites bourettes !) qui viendront nous parler de leur nouvel album *Sous les jupes à fleurs* (Adone-Discographe) et jouer en direct quelques morceaux !

Paroles d'associations (19 h 30) Magazine de la vie associative et culturelle Gaspard-la-nuit (auteur-compositeur-interprète), qui vient de sortir un disque, viendra nous le présenter.

Mercredi 10 juin

La bibliothèque anarchiste (08 heures) Programme non communiqué !

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues une spéciale voisins et blues !

Sans toit ni loi (12 heures)

Le manège (14 heures) Littérature & Cinéma L'invité littéraire, par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent Avec la compagnie De(s)amorces : spectacles et ateliers d'éducation populaire à travers l'utilisation, notamment, des techniques du Théâtre de l'opprimé.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers. Monique Perier viendra nous parler de la Corse.

Jeudi 4 juin

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Utopies en pratique. Christiania, la Commune libre de Copenhague. Présentation de Jean-Manuel Traimond, auteur, qui a vécu cinq ans à Christiania. Il en a tiré *Récits de Christiania* (Atelier de création libertaire, 1994). Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Samedi 6 juin

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire : « Droits de l'homme et anarchisme », organisé par le groupe Lairial. À disposition, table de presse de Matérial. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Montreuil (93)

20 heures. La parole errante, fête du combat syndicaliste, Fred Alpi et the Angry cats (avec aussi : Heyoka, The Midnight Rovers) : 9, rue François-Debergue. Métro Croix-de-Chavaux.

Vendredi 12 juin

Lyon (69)

20h30. Spectacle de Danses Orientales : Amel et les Almées, nous sommes tous des enfants d'immigrés. Salle Victor Hugo, 35, rue Bossuet Métro Masséna PAF 10 euros ou 8 euros. Avec le soutien de Radio *Trait d'Union*. Contacts : Manolo, 0623233906, danseuseamel.com, manolo@danseuseamel.com

Samedi 13 juin

Ivry (94)

17 heures. Gala annuel de l'Union pacifiste, avec Céline Caussimon, Bruno Daraquy, Vincent Absil et Yvan Dautin. Tarif spécial : 10 euros. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, tramway Porte-d'Ivry. 0146726468.

Jeudi 18 juin

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, la Bibliothèque Sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste reçoit Bénédicte des Mazery, auteur de *La vie tranchée* (Éd. Anne Carrière, 2008) et Patrice des Mazery, *L'opus Dei, enquête sur une église au cœur de l'Église* (Flammarion, 2005). Table de presse. Entrée libre. Athénée Libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 19 juin

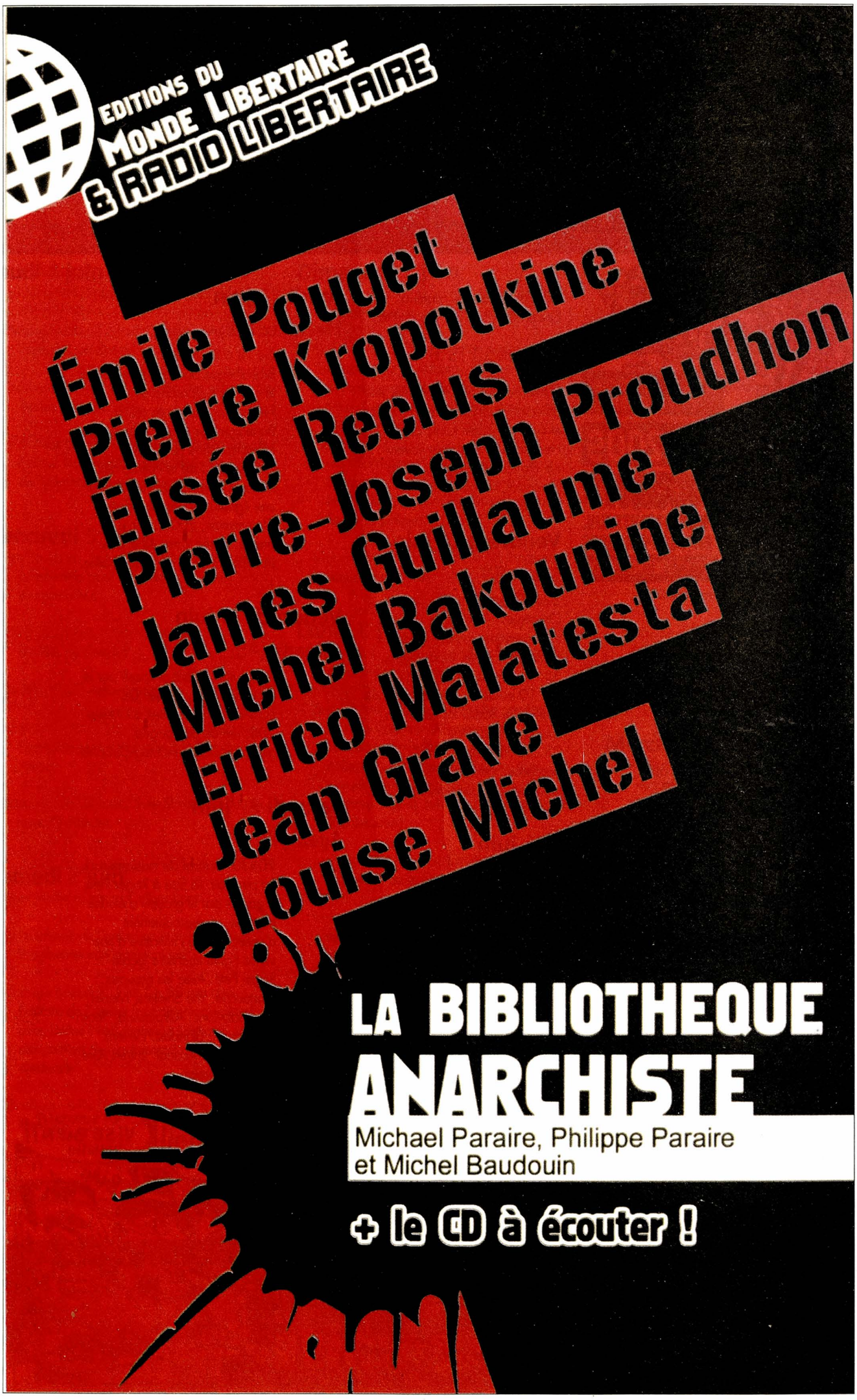
Orléans (45)

20 heures. Débat proposé par le groupe Gaston Couté : Les communes autogérées à l'Atelier, 203, rue de Bourgogne. groupegastoncoute.blogspot.com

Samedi 27 juin

Agen (47)

20h30. Festival de musique rock en plein air. La fête à Roger Petit, organisé par le groupe d'études sociales, un regroupement d'anarchistes à l'initiative d'une vieille figure libertaire locale Roger Petit. Avec les groupes : Cartouche, The Shelters, Medef Inna Babylone, Askatasuna, Yearn for change, Blandest, Elevens. Prairie du pont-canal. Entrée libre, buffet et buvette.



La bibliothèque anarchiste, de Michael Paraire, Philippe Paraire et Philippe Baudouin. Une coproduction des Éditions du Monde libertaire & de Radio libertaire. Brochure avec le CD des émissions radiophoniques, 7 euros. Maintenant disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.